

MAITRE D'OUVRAGE :

ENEDIS





Extension du poste source de Grand Verger, Chambéry

Note d'accompagnement à la demande d'examen au cas par cas



Mars 2024

<p><u>Maîtrise d’ouvrage</u></p> <p>ENEDIS</p>  <p>Bureau Régional d'Ingénierie Postes Sources Direction Régionale Sillon Rhodanien 7 boulevard Pacatianus 38 200 - Vienne</p>	<p><u>Bureau d’étude</u></p> <p>MEDIATERRE Conseil</p>  <p>Siège social 11 avenue de Tahure 13009 MARSEILLE</p>
<p>EXTENSION DU POSTE SOURCE DE GRAND VERGER CHAMBERY NOTE D’ACCOMPAGNEMENT À L’EXAMEN AU CAS PAR CAS (ARTICLE R. 122-2 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)</p>	

Ind	Établi par	Approuvé par	Date	Objet de la révision
A	Marie LESNIAK	Gilles DOUCE	03/2024	Établissement du document

SOMMAIRE

1	PRÉAMBULE	6
1.1	PRESENTATION DU PROJET ET DE SES OBJECTIFS	6
1.2	OBJET DU DOCUMENT	6
1.3	DEFINITION DES THEMATIQUES ENVIRONNEMENTALES A EVALUER VIS-A-VIS DU PROJET	6
2	CONTEXTE ET PRÉSENTATION DU PROJET	7
2.1	CHAMP ELECTRIQUE ET MAGNETIQUE	7
2.1.1	DEFINITIONS DES CHAMPS MAGNETIQUES, ELECTRIQUES ET ELECTROMAGNETIQUES	7
2.1.2	LES SOURCES POSSIBLES DES CHAMPS ELECTRIQUES ET MAGNETIQUES	7
2.1.3	LES VALEURS DES CHAMPS ELECTRIQUES ET MAGNETIQUES EMIS PAR LE PRESENT PROJET	7
2.1.4	LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR	7
2.1.5	SYNTHESE DES CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES	8
2.2	PRESENTATION DU PROJET D'EXTENSION DU POSTE-SOURCE	8
3	MILIEU PHYSIQUE	11
3.1	CLIMAT	11
3.1.1	CONTEXTE REGLEMENTAIRE	11
3.1.2	LES DONNEES CLIMATIQUES	11
3.1.3	ÉVOLUTION DES DONNEES CLIMATIQUES	13
3.2	SOLS ET SOUS-SOLS	14
3.2.1	GEOLOGIE ET TOPOGRAPHIE	14
3.3	HYDROGEOLOGIE ET HYDROLOGIE	14
3.3.1	HYDROGEOLOGIE	14
3.3.2	LES EAUX DE SURFACE	15
4	MILIEU NATUREL	16
4.1	CONTEXTE REGLEMENTAIRE	16
4.1.1	LE SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE (SRCE) AUVERGNE	16
4.1.2	POLITIQUE RELATIVE AUX ESPACES NATURELS SENSIBLES (ENS) DANS L'ALLIER	16
4.2	ZONES PROTEGEES ET PERIMETRE D'INVENTAIRE	16

4.2.1	ZONES NATURA 2000	16
4.2.2	LES ZONES NATURELLES D'INTERET ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE OU FLORISTIQUE	16
4.2.3	PLAN NATIONAL D'ACTION	16
4.3	PRE-DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE	17
4.3.1	VUES SUR LE PERIMETRE DE L'AIRE D'ETUDE	17
4.3.2	METHODOLOGIE DE L'ETUDE	17
4.3.3	BIBLIOGRAPHIE	17
4.3.4	BIBLIOGRAPHIE - REFERENCES	18
4.3.5	METHODOLOGIE D'EVALUATION DES ENJEUX ECOLOGIQUES DU SITE	18
4.3.6	ENJEUX HABITATS	18
4.3.7	ENJEUX ESPECES	19
4.3.8	PRECONISATIONS D'INSERTION ENVIRONNEMENTALE DU PROJET	19
5	MILIEU HUMAIN	21
5.1	TERRITOIRE DE L'AIRE D'ETUDE	21
5.1.1	LE DEPARTEMENT DE LA SAVOIE	21
5.1.2	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE GRAND CHAMBERY	21
5.1.3	CHAMBERY	22
5.2	CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE	22
5.2.1	POPULATION	22
5.3	OCCUPATION DU SOL	22
5.4	ACTIVITES A PROXIMITE DE L'AIRE D'ETUDE	22
5.5	DEPLACEMENTS	22
5.6	RESEAUX SECS ET HUMIDES	23
6	PAYSAGES ET PATRIMOINE	24
6.1	GENERALITES	24
6.2	CARACTERISTIQUES DU SITE	24
6.3	PATRIMOINE	24
6.3.1	ARCHEOLOGIE	24
6.3.2	MONUMENTS HISTORIQUES	24
6.3.3	SITES INSCRITS ET SITES CLASSES	24
7	SANTE PUBLIQUE ET NUISANCES	25

7.1 QUALITE DE L’AIR	25	11.1.2 EFFETS LIES AUX DECHETS DE CHANTIER	34
7.2 BRUIT ET AMBIANCE LUMINEUSE	25	11.1.3 EFFETS ET MESURES LIES AU MILIEU PHYSIQUE	34
7.2.1 CONTEXTE ACTUEL DU TERRITOIRE	25	11.1.4 EFFETS ET MESURES LIES AU MILIEU NATUREL ET AU PAYSAGE	35
8 RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES	26	11.1.5 EFFETS ET MESURES LIES A L’ENVIRONNEMENT URBAIN ET AUX NUISANCES	36
8.1 RISQUES NATURELS	26	11.1.6 EFFETS ET MESURES LIES A LA QUALITE DE L’AIR ET A L’ENVIRONNEMENT SONORE	36
8.1.1 FEUX DE FORET	26	11.2 EFFETS PERMANENTS ET MESURES ASSOCIEES	36
8.1.2 SEISME	26	11.2.1 EFFETS ET DES MESURES LIES AU MILIEU NATUREL ET AU PAYSAGE	36
8.1.3 INONDATION	26	11.2.2 EFFETS ET MESURES LIES A L’ENVIRONNEMENT URBAIN ET AUX NUISANCES	37
8.1.4 MOUVEMENT DE TERRAIN	27	11.2.3 EFFETS ET MESURES LIES AUX RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES	38
8.2 RISQUES TECHNOLOGIQUES	28	12 BILAN DES ENJEUX APRES MISE EN APPLICATION DES MESURES D’ATTENUATION ET DE PROTECTION	39
8.2.1 INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT (ICPE)	28		
8.2.2 SITES ET SOLS POLLUES	28		
8.2.3 CASIAS	28		
8.2.4 INDUSTRIES REJETANT DES POLLUANTS	28		
8.2.5 LES SECTEURS D’INFORMATION SUR LES SOLS (SIS)	28		
8.2.6 TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES	28		
9 DOCUMENTS DE PLANIFICATION	30		
9.1 CONTEXTE ADMINISTRATIF	30		
9.1.1 COMPETENCES DE LA COMMUNE	30		
9.2 SCHEMA DIRECTEUR D’AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU BASSIN RHONE-MEDITERRANEE	30		
9.3 CONTRATS DE MILIEUX	30		
9.4 SCHEMA D’AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX	30		
9.5 SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE	30		
9.6 PLAN LOCAL D’URBANISME	30		
9.6.1 LE PLAN LOCAL D’URBANISME INTERCOMMUNAL HABITAT ET DEPLACEMENTS DE GRAND CHAMBERY	30		
9.6.2 SERVITUDES D’UTILITE PUBLIQUE	31		
10 SYNTHESE DES ENJEUX	32		
11 MESURES ERC	34		
11.1 EFFETS ET MESURES EN PHASE DE CHANTIER	34		
11.1.1 ORGANISATION GENERALE DE L’EXECUTION DES TRAVAUX	34		

TABLE DES FIGURES

FIGURE 1 : ILLUSTRATION DES CHAMPS ELECTRIQUES ET MAGNETIQUES..... 7

FIGURE 2 : POSTE SOURCE DE GRAND VERGER..... 8

FIGURE 3 : SITUATION PROJETEE DU POSTE SOURCE 8

FIGURE 4 : PLAN MASSE DU PROJET 9

FIGURE 5 : LOCALISATION DU PROJET 10

FIGURE 6 : ENSOLEILLEMENT À CHAMBERY – AIX-LES-BAINS (PERIODE 1991-2020)..... 12

FIGURE 7 : PRÉCIPITATION À AIX-LES-BAINS 12

FIGURE 8 : REPARTITION MENSUELLE DE LA DIRECTION ET DE LA FORCE DU VENT DE L'AEROPORT DE CHAMBERY-SAVOIE
(6 KM DE L'AIRE D'ETUDE)..... 12

FIGURE 9 : CARTE DES CHANGEMENTS DE TENDANCES CLIMATIQUES DANS LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES 13

FIGURE 10 : OBSERVATIONS DES SIMULATIONS CLIMATIQUES SELON LES SCENARIOS D'EVOLUTION 13

FIGURE 11 : CARTOGRAPHIE DE LA GEOLOGIE DU SECTEUR..... 14

FIGURE 12 : PROFIL ALTIMETRIQUE OUEST-EST ET NORD-SUD AU POSTE-SOURCE DE GRAND VERGER (GEOPORTAIL) 14

FIGURE 13 : CARTOGRAPHIE DE LA TOPOGRAPHIE DU SITE..... 14

FIGURE 14 : LOCALISATION DES MASSES D'EAU SOUTERRAINES..... 15

FIGURE 15 : RESEAU HYDROGRAPHIQUE 15

FIGURE 16 : PLAN NATIONAL D'ACTION..... 17

FIGURE 17 : PHOTOGRAPHIES DU SITE..... 17

FIGURE 18 : BATIMENT ET FISSURES FAVORABLES AUX CHIROPTERES..... 19

FIGURE 19 : COMMUNAUTES DE COMMUNES ET D'AGGLOMERATION DANS LA SAVOIE 21

FIGURE 20 : LISTE DES COMMUNES..... 22

FIGURE 21 : OCCUPATION DES SOLS 22

FIGURE 22 : LOCALISATION DES ROUTES ET VOIES FERREES 23

FIGURE 23 : CAPTAGES AEP ET BSS 23

FIGURE 24 : QUALITE DE L'AIR AU 20 MARS 2024 À CHAMBERY, ATMO AURA 25

FIGURE 25 : CARTOGRAPHIE DE LA POLLUTION LUMINEUSE..... 25

FIGURE 26 : COMMUNES EXPOSEES AU RISQUE SISMIQUE 26

FIGURE 27 : CARTOGRAPHIE DU RISQUE INONDATION 26

FIGURE 28 : REMONTEE DE NAPPES 27

FIGURE 29 : RETRAIT-GONFLEMENT DES ARGILES 27

FIGURE 30 : SYNTHESE DES RISQUES TECHNOLOGIQUES À PROXIMITE DU POSTE SOURCE 29

FIGURE 31 : EXTRAIT DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL DE GRAND CHAMBERY 31

FIGURE 32 : SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE..... 31

FIGURE 33 : SYNTHESE DES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES 33

1 PRÉAMBULE

1.1 Présentation du projet et de ses objectifs

Le poste source de Grand Verger se trouve sur la commune de Chambéry (73000), dans le département de la Savoie, en région Auvergne Rhône-Alpes.

Les travaux du poste source concernent l'ajout d'une clôture de 2m60 en grillage noir située à l'entrée du bâtiment.

1.2 Objet du document

Le décret 2021-837 du 29 juin 2021 a modifié la réglementation applicable à l'évaluation environnementale en soumettant les projets routiers de ce type à un examen cas par cas (article R122 du code de l'environnement). L'autorité environnementale décide sur la base de ce dossier « cas par cas » si l'installation doit faire l'objet d'une évaluation environnementale (ou étude d'impact).

CATÉGORIES de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas
Energie		
32. Construction de lignes électriques aériennes en haute et très haute tension.	Construction de lignes électriques aériennes de très haute tension (HTB 2 et 3) et d'une longueur égale ou supérieure à 15 km.	a) Construction de lignes électriques aériennes en haute tension (HTB 1), et construction de lignes électriques aériennes en très haute tension (HTB 2 et 3) inférieure à 15 km. b) Postes de transformation dont la tension maximale de transformation est égale ou supérieure à 63 kilovolts, à l'exclusion des opérations qui n'entraînent pas d'augmentation de la surface foncière des postes.

TABEAU 1 : ANNEXE À L'ARTICLE R. 122-2 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

1.3 Définition des thématiques environnementales à évaluer vis-à-vis du projet

Conformément aux articles L122-1 et R122-5 du code de l'environnement, une description des aspects pertinents de l'état initial, dénommée « scénario de référence », et de leur évolution en cas de mise en œuvre du projet ainsi qu'un aperçu de l'évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du projet doit être effectué, et notamment une description des facteurs suivants s'ils sont susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet : la population, la santé humaine, la biodiversité, les terres, le sol, l'eau, l'air, le climat, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris les aspects architecturaux et archéologiques, et le paysage.

Afin de déterminer la pertinence des thématiques environnementales à prendre en considération lors d'une évaluation environnementale, nous avons réalisé un tableau permettant de prioriser chaque thématique en fonction de leur lien avec le projet. La présente étude environnementale ciblera donc plus particulièrement les thématiques environnementales ayant un lien direct important avec la mise en œuvre du projet.

Cette analyse de la pertinence se fait selon les trois niveaux de priorité suivants :

- 1 : le thème se trouve en lien direct avec la mise en œuvre du projet et fait donc l'objet d'une analyse approfondie ;
- 2 : le thème a un lien indirect avec la mise en œuvre du projet et fait donc l'objet d'une analyse succincte ;
- 3 : le thème n'a pas de lien direct ni indirect avec la mise en œuvre du projet et ne fait donc pas l'objet d'analyse.

Thématiques environnementales	Niveau de priorité
Climat	3
Topographie et géologie	3
Eaux souterraines	2
Eaux superficielles	3
Faune et Flore (dont Natura 2000)	2
Habitats naturels (milieux remarquables et protégés dont Natura 2000)	1
Continuités écologiques	2
Repères socio-économiques	3
Occupation du sol et usages	2
Réseaux	2
Paysage et patrimoine	3
Risques naturels et technologiques	2
Nuisances et pollution	2
Planification urbaine	2

2 CONTEXTE ET PRÉSENTATION DU PROJET

2.1 Champ électrique et magnétique

Depuis une trentaine d'années, la communauté scientifique internationale s'interroge sur les effets que les champs électriques et magnétiques pourraient avoir sur la santé.

2.1.1 Définitions des champs magnétiques, électriques et électromagnétiques

La notion de champ traduit l'influence que peut avoir un objet sur l'espace qui l'entoure (la terre crée par exemple un champ de pesanteur qui se manifeste par les forces de gravitation).

Les champs électriques et magnétiques se manifestent par l'action des forces électriques. S'il est connu depuis longtemps que les champs électriques et magnétiques se composent pour former les champs électromagnétiques (CEM), cela est surtout vrai pour les hautes fréquences. En basse fréquence, et donc à 50 Hz, ces deux composantes peuvent exister indépendamment :



FIGURE 1 : ILLUSTRATION DES CHAMPS ELECTRIQUES ET MAGNETIQUES

SOURCE : ENEDIS

2.1.2 Les sources possibles des champs électriques et magnétiques

Les sources possibles de champs électriques et magnétiques sont de deux types :

- Les sources naturelles : celles-ci génèrent des champs statiques, tel le champ magnétique terrestre (amplitude de 50 μ T au niveau de la France) et le champ électrique statique atmosphérique (faible par beau temps – de l'ordre de 100 V/m -, mais très élevé par temps orageux – jusqu'à 20 000 V/m).
- Les sources liées aux applications électriques : il s'agit des appareils qui fonctionnent à partir de l'électricité (électroménager, matériel de bureau ou industriel) et des équipements et installations qui servent à la produire (alternateurs et générateurs) et l'acheminer (lignes et câbles électriques). Tous engendrent des champs électriques et magnétiques quand ils fonctionnent. En l'occurrence, ce sont des champs à 50 Hz mais notons qu'il existe également une multitude d'appareils générant des champs de fréquence différente.



Le tableau ci-contre donne les valeurs des champs magnétiques à 50 Hz produits par quelques appareils ménagers. Il s'agit pour ces derniers de valeurs maximales mesurées à 30 centimètres, sauf pour le rasoir qui implique une utilisation rapprochée (à noter cependant que des valeurs très différentes peuvent être mesurées au contact des rasoirs en fonction de leur technologie de moteur et d'alimentation).

et magnétiques émis par le présent projet

2.1.3 Les valeurs des champs électriques

Pour un poste à l'air libre (dit « poste ouvert »), tel que le poste de La Motte-Servolex, les valeurs des champs électriques et magnétiques correspondent à celles des lignes de raccordement : à l'extérieur de leur enceinte, les champs générés par les équipements électriques sont négligeables par rapport à ceux générés par les lignes.

Le tableau suivant donne les valeurs des champs électriques et magnétiques pouvant être présents à proximité des lignes aériennes de raccordement du poste-source de La Motte-Servolex, à l'extérieur de celui-ci :

	Champ électrique (en V/m)			Champ magnétique (en mT)		
	Sous conducteurs	les à 30 m de l'axe	à 100 m de l'axe	Sous conducteurs	les à 30 m de l'axe	à 100 m de l'axe
Tension 63 kV Valeur de champ	Entre 50 et 600	Entre 40 et 50	Moins de 5	Entre 1,2 et 10	Entre 0,6 et 1	Moins de 0,1
Tension 225 kV Valeur de champ	Entre 300 et 1850	Entre 150 et 250	Entre 5 et 10	Entre 1,5 et 15	Entre 0,5 et 1,5	Entre 0,1 et 0,2

La modification de l'emprise du poste de La Motte-Servolex ne conduira à aucune augmentation de ces valeurs.

2.1.4 La réglementation en vigueur

En juillet 1999, le Conseil des Ministres de la Santé de l'Union Européenne a adopté une recommandation sur l'exposition du public aux champs électromagnétiques (CE&M).

Cette recommandation reprend les mêmes valeurs que celles prônées par la Commission Internationale de Protection contre les Rayonnements Non Ionisants (ICNIRP) dès 1998. Celles-ci assurent un niveau élevé de protection du public et ont été reprises dans la réglementation française à l'article 12 bis d'un arrêté interministériel du 17 mai 2001.

	Champs électrique	Champs magnétique
Unité de mesure	Volt par mètre (V/m)	Micro Tesla (μT)
Recommandation européenne Niveaux de référence mesurables pour les champs à 50 Hz	5 000 V/m	100 μT

Le poste-source de La Motte-Servolex respecte cette réglementation.

2.1.5 Synthèse des connaissances scientifiques

De nombreuses expertises ont été réalisées ces trente dernières années concernant l’effet des champs électriques et magnétiques sur la santé, dont certaines par des organismes officiels tels que l’Organisation Mondiale de la Santé (OMS), l’Académie des Sciences américaine, le Bureau National de Radioprotection anglais (NRPB, aujourd’hui HPA) et le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC). L’ensemble de ces expertises conclut d’une part à l’absence de preuve d’un effet significatif sur la santé, et s’accorde d’autre part à reconnaître que les champs électriques et magnétiques, ne constituent pas un problème de santé publique.

Ces expertises ont permis à des instances internationales telles que la Commission Internationale de Protection contre le Rayonnements Non Ionisants (ICNIRP) d’établir des recommandations relatives à l’exposition du public aux CEM. Ces recommandations ont été reprises par la Commission Européenne et visent à apporter « un haut niveau de protection de la santé ».

2.2 Présentation du projet d’extension du poste-source

Le poste source de Grand Verger se trouve sur la commune de Chambéry (73), dans le département de la Savoie, en région Auvergne Rhône-Alpes.

Une clôture noire de 2 m60 doit être installée à l’entrée du poste source.

La pose de cette nouvelle clôture souhaitée par ENEDIS implique une extension de l’enceinte du poste source de Grand Verger. Il s’agit d’intégrer ce nouveau périmètre dans l’emprise de la parcelle concernée par le poste source de Grand Verger.



FIGURE 2 : POSTE SOURCE DE GRAND VERGER



FIGURE 3 : SITUATION PROJETEE DU POSTE SOURCE

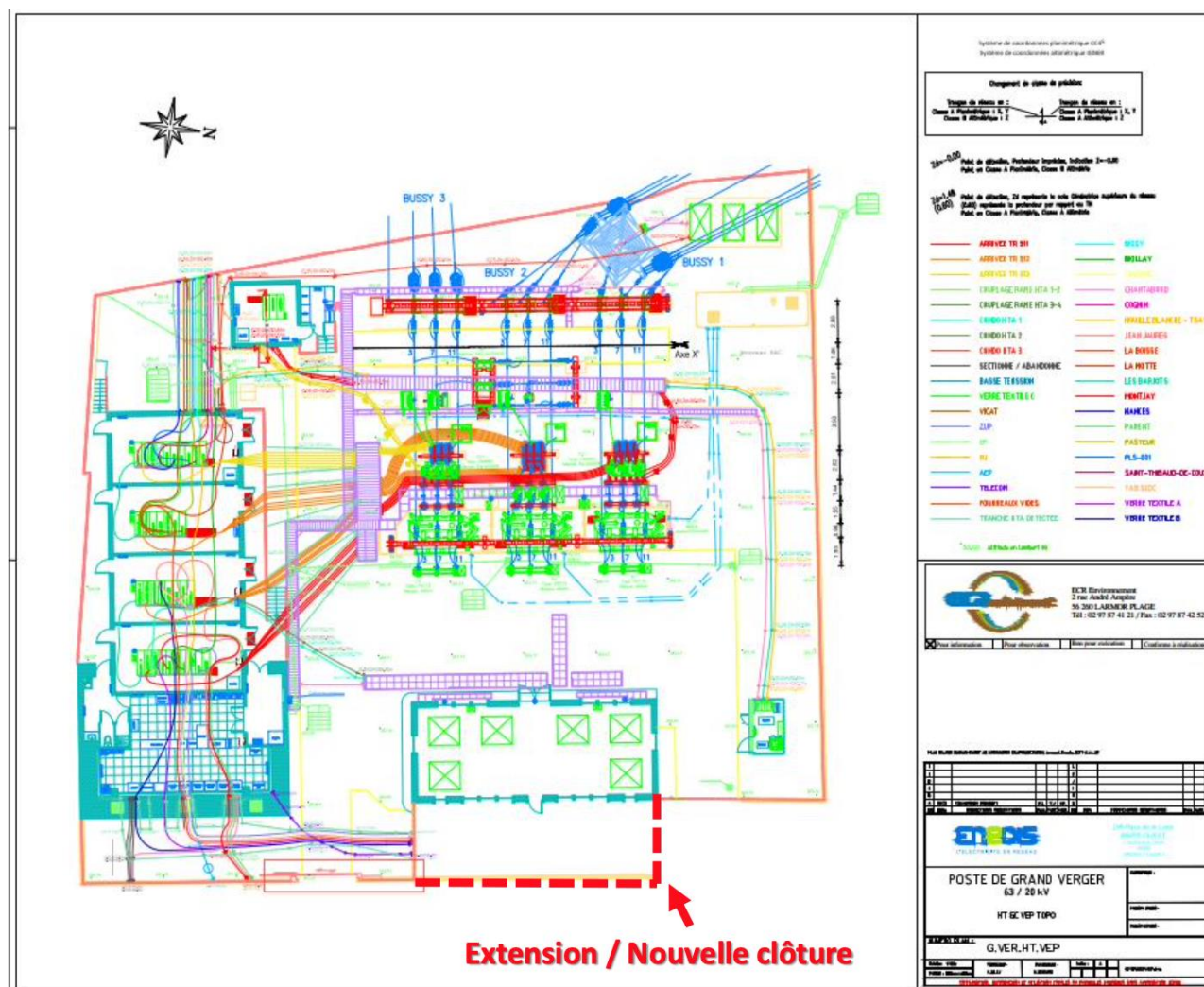
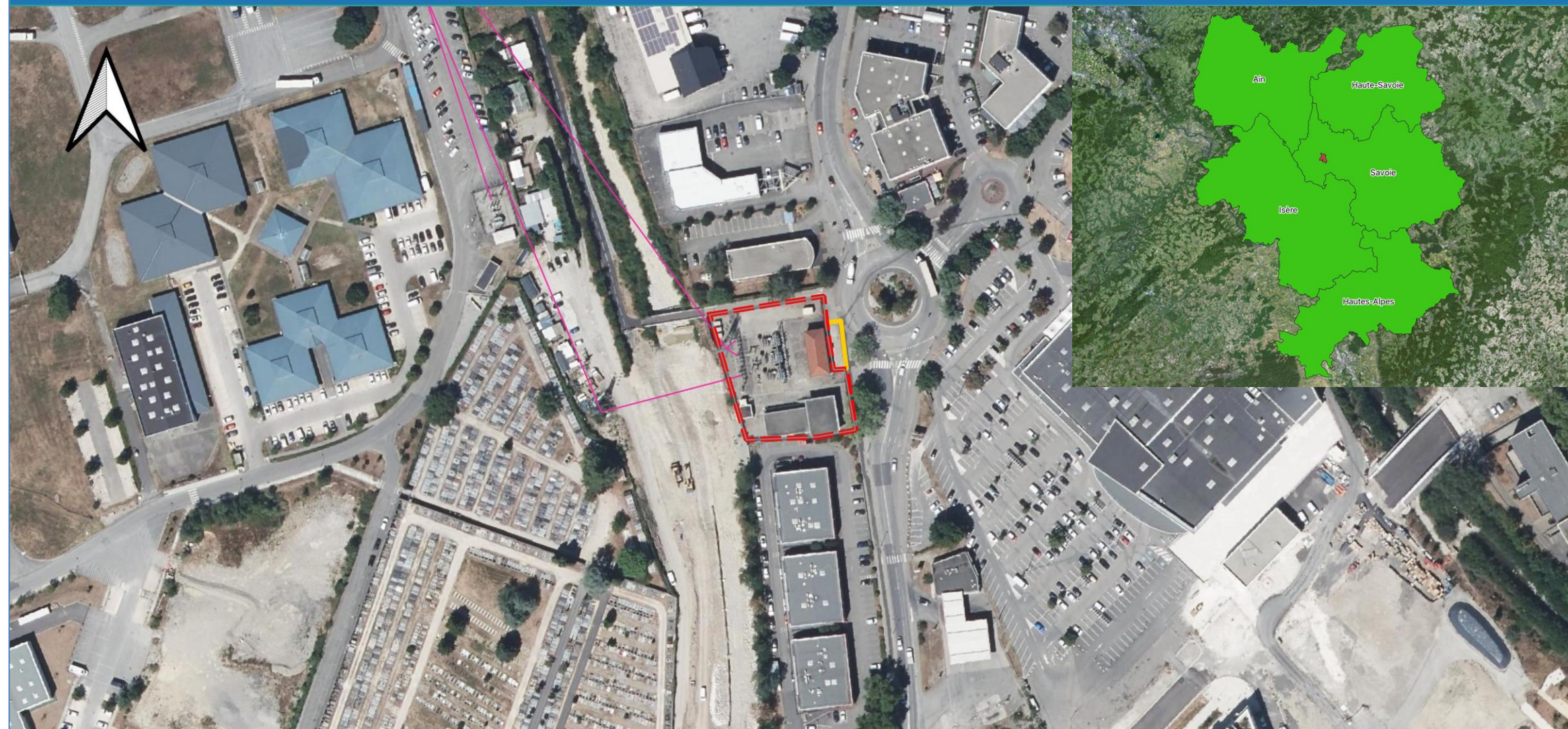


FIGURE 4 : PLAN MASSE DU PROJET

Localisation du projet



- Poste source
- Extension
- Réseau électrique aérien
- 63kV

0 50 100 m

Source : IGN, RTE, ENEDIS ;
Réalisation : Médiaterre Conseil - 03/2024

FIGURE 5 : LOCALISATION DU PROJET

3 MILIEU PHYSIQUE

3.1 Climat

3.1.1 Contexte règlementaire

3.1.1.1 Le SRADDET : Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité du Territoire

Source : <https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/le-sraddet-auvergne-rhone-alpes-est-approuve-a18111.html>

Le SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes a été approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020. Ce nouveau schéma transversal et intégrateur, dont l'élaboration a été confiée au Conseil régional, a été créé par la loi du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République dite loi NOTRe. En Auvergne-Rhône-Alpes, l'élaboration a été officiellement engagée en 2017 et la démarche s'intitule « Ambition Territoires 2030 ».

Le SRADDET fixe des objectifs de moyen et long termes sur le territoire de la région pour 11 thématiques :

- équilibre et égalité des territoires ;
- implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional ;
- désenclavement des territoires ruraux ;
- habitat ;
- gestion économe de l'espace ;
- intermodalité et développement des transports ;
- maîtrise et valorisation de l'énergie ;
- lutte contre le changement climatique ;
- pollution de l'air ;
- protection et restauration de la biodiversité ;
- prévention et gestion des déchets.

Quatre objectifs généraux ont été mis en place :

- Objectif 1 : Construire une région qui n'oublie personne ;
- Objectif 2 : Développer la région par l'attractivité et les spécificités de ses territoires ;
- Objectif 3 : Inscire le développement régional dans les dynamiques interrégionales, transfrontalières et européennes ;
- Objectif 4 : Innover pour réussir les transitions (transformations) et mutations.

Sinon, 61 objectifs opérationnels et 43 règles sont aussi présents dans le SRADDET.

Le SRADDET vient se substituer à compter de son approbation aux schémas préexistants suivants : schéma régional climat air énergie (SRCAE), schéma régional de l'intermodalité, plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD), schéma régional de cohérence écologique (SRCE).

3.1.1.2 Plan Climat Air Énergie Territorial

Source : <https://www.grandchambery.fr/laction-de-lagglo/transition-ecologique/plan-climat-air-energie-territorial>

Le Plan Climat Énergie Territorial est un document d'orientation de nature stratégique qui comporte un plan d'actions décliné sur 5 ans. Ce document a pour objet de présenter la stratégie énergie climat de la collectivité.

L'agglomération de Grand Chambéry est concernée par un PCAET. Celui-ci est mis en place pour une durée de 6 ans à compter du 1^{er} janvier 2020.

Le diagnostic territorial relève une répartition des besoins en énergie du territoire entre 3 usages : besoins de chaleur, de mobilité et d'électricité spécifique. L'enjeu pour ce territoire est de réduire ces besoins par la sobriété et l'efficacité énergétique tout en maintenant un haut niveau de services énergétiques. Considérant les caractéristiques des différentes unités paysagères de l'agglomération Grand Chambéry, le PCAET prévoit :

- De porter des mesures de protection des personnes et des infrastructures afin d'adapter les centres urbains et historiques aux aléas (lutte contre les îlots de chaleur, lutte contre les inondations, etc.) ;
- De dédier des espaces permettant des marges de manœuvre d'aménagement au sein des territoires intermédiaires (zones industrielles et commerciales ainsi que la 1^{ère} couronne de Chambéry) afin de réduire la saturation des centres urbains ;
- D'augmenter la capacité d'adaptation du territoire au changement climatique en améliorant l'infiltration des eaux de pluie, les pratiques agricoles et sylvicoles, les services rendus par les écosystèmes, etc. au sein des espaces périurbains ;
- De maîtriser le développement des zones rurale et montagnarde et y consacrer des actions d'adaptation pour qu'elles continuent de jouer un rôle complémentaire avec les centres urbains (en tant qu'espace d'aération, de productions agricoles et sylvicoles, de protection de la ressource en eau et de production d'énergies renouvelables).

Le PCAET fixe un programme d'actions territoriales à l'horizon 2025-2030 comprenant une série d'actions prioritaires (82) et non-prioritaires (19) portant sur les thématiques suivantes :

- Mobilités agiles et durables
- Piloter un bâti performant, sain et agréable
- La végétation au service de l'adaptation au changement climatique
- Valoriser les richesses du territoire
- Doubler la production d'énergies renouvelables

3.1.2 Les données climatiques

Le département de la Savoie est un territoire de contrastes au type de climat montagnard à « semi-continental des marges montagnardes » (respectivement les types 3 et 4 selon le classement des climats en France métropolitaine) où l'évolution des températures et des précipitations s'explique principalement par l'altitude.

La Savoie est soumise à plusieurs influences qui participent à nuancer son climat : océanique (flux de nord-ouest à sud d'influence atlantique qui apportent un climat doux et humide notamment sur les Préalpes, et des chutes de neige sur la période hivernale), méditerranéenne (qui apporte des vagues de chaleur et de sécheresse en été) et continentale (qui contribue à un climat froid et sec en hiver et chaud en été).

La station météorologique de référence la plus proche de la zone de projet est celle de Chambéry – Aix-Les-Bains, située à environ 6 km de la zone de projet à une altitude de 235 mètres. Les normales et records sont enregistrés pour la période de 1991-2020.

3.1.2.1 Températures et ensoleillement

La température moyenne annuelle est de 11,9°C. Les températures les plus froides sont enregistrées en décembre, janvier et février. Elles sont respectivement de l'ordre de 3,4°C, 2,9°C et 4,1°C. Les mois de juin, juillet et août enregistrent les températures moyennes les plus fortes avec 19,4°C, 21,4°C et 20,9°C.

La station enregistre un cumul moyen d'ensoleillement, avec une insolation moyenne annuelle, pour la période, de 1895 heures soit une moyenne annuelle de 158 heures.

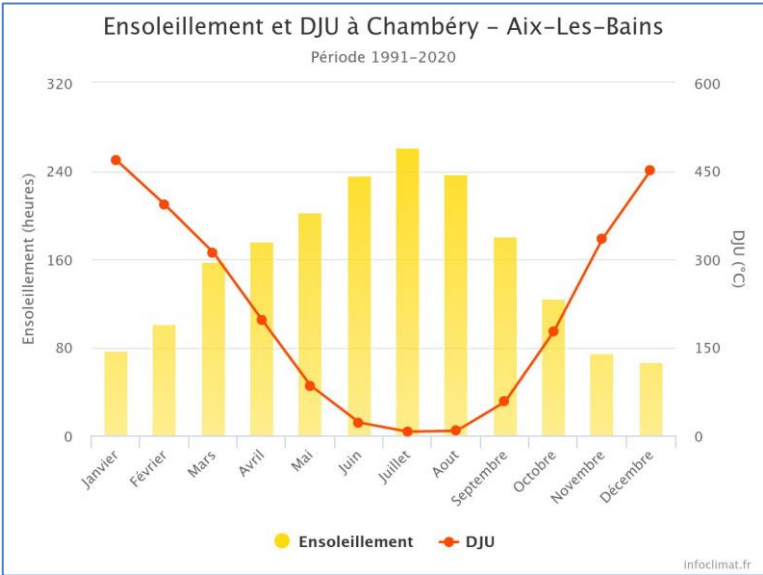


FIGURE 6 : ENSOLEILLEMENT À CHAMBERY – AIX-LES-BAINS (PERIODE 1991-2020)
<https://www.infoclimat.fr/climatologie/normales-records/1991-2020/chambery-aix-les-bains/valeurs/07491.html>

3.1.2.2 Les précipitations

Les précipitations sont irrégulières avec en moyenne de 808,3 mm. Le mois de mai est le plus arrosé, avec 87,1 mm. Le mois de février est le plus sec, avec des précipitations de l'ordre de 44,8 mm.

Les précipitations sont relativement faibles et régulières avec un cumul moyen de 1203,9 mm pour toute la période, soit une moyenne annuelle de 9,7 mm. Les mois de septembre à janvier sont les plus arrosés, avec un pic de précipitations à 124,2 mm pour les moyennes de décembre. Les mois de février à août sont moins pluvieux, avec un pic minimal de précipitation à 79,1 mm pour les moyennes de février.

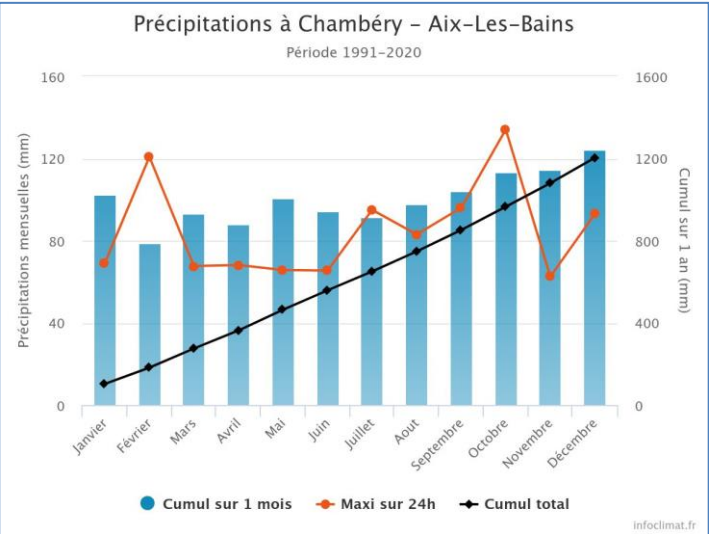


FIGURE 7 : PRÉCIPITATION À AIX-LES-BAINS
<https://www.infoclimat.fr/climatologie/normales-records/1991-2020/chambery-aix-les-bains/valeurs/07491.html>

3.1.2.3 Vents

La rose des vents à l'aéroport de Chambéry-Savoie montre l'influence prédominante des vents du Nord et Nord-Ouest dans le secteur.

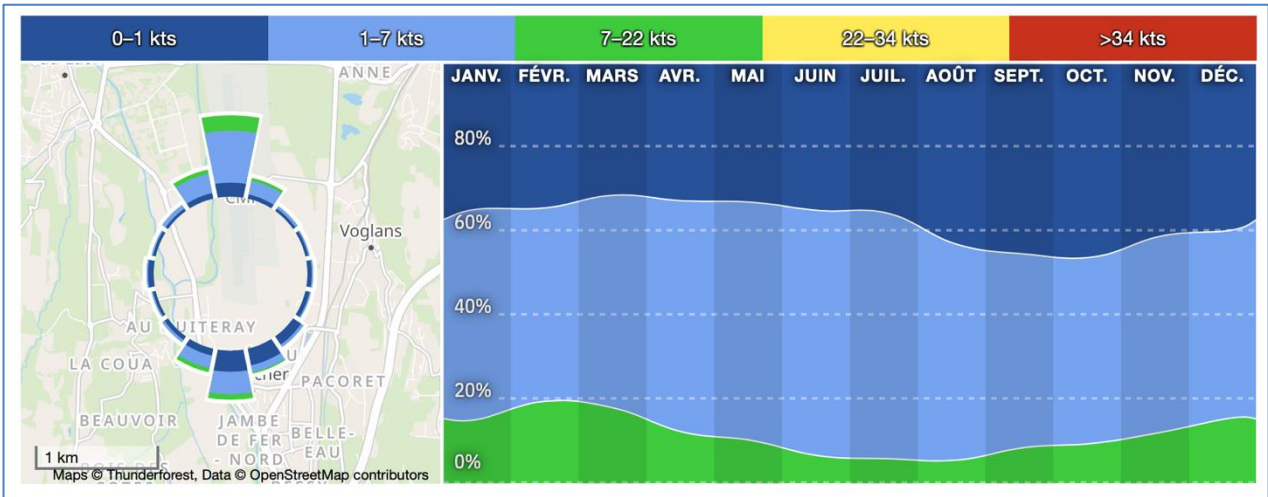


FIGURE 8 : REPARTITION MENSUELLE DE LA DIRECTION ET DE LA FORCE DU VENT DE L'AEROPORT DE CHAMBERY-SAVOIE (6 KM DE L'AIRE D'ETUDE)
https://fr.windfinder.com/windstatistics/aix-les-bains_lac_bourget

Les rafales de vent les plus violentes et la vitesse des vents sont observés entre novembre et février avec une vitesse allant de 16 kts à 18 kts.

3.1.3 Évolution des données climatiques

Source : <https://meteofrance.com/climat/d> ; <https://www.orcae-auvergne-rhone-alpes.fr/analyses-thematiques/climat/impacts-du-changement-climatique> ;

Les données climatiques sont vouées à évoluer dans les prochaines années selon l'influence du changement climatique. Concernant la région Auvergne-Rhône-Alpes, l'Observatoire Régional Climat Air Energie (ORCAE) produit des données sur les tendances climatiques actuelles et futures à l'intérieur de la région.

Ainsi, depuis près de 60 ans, les températures moyennes annuelles ont augmenté de manière significative partout en région, particulièrement au printemps et en été, aussi bien en altitude qu'en plaine. En montagne, l'altitude de la limite pluie/neige a tendance à remonter et le manteau neigeux hivernal diminue en-dessous d'environ 1 700 m d'altitude, surtout en début et fin de saison. En plaine, les jours de forte chaleur sont en constante augmentation. Le réchauffement a également comme impact une diminution du nombre de jours de gel par an et les gelées de début de printemps sont moins fréquentes.

3.1.3.1 Évolution actuelle des données climatiques de la région Auvergne-Rhône-Alpes

L'évolution actuelle des températures de la région Auvergne-Rhône-Alpes montre qu'entre 1961 et 2020, la modification des tendances régionales sont assez importantes.

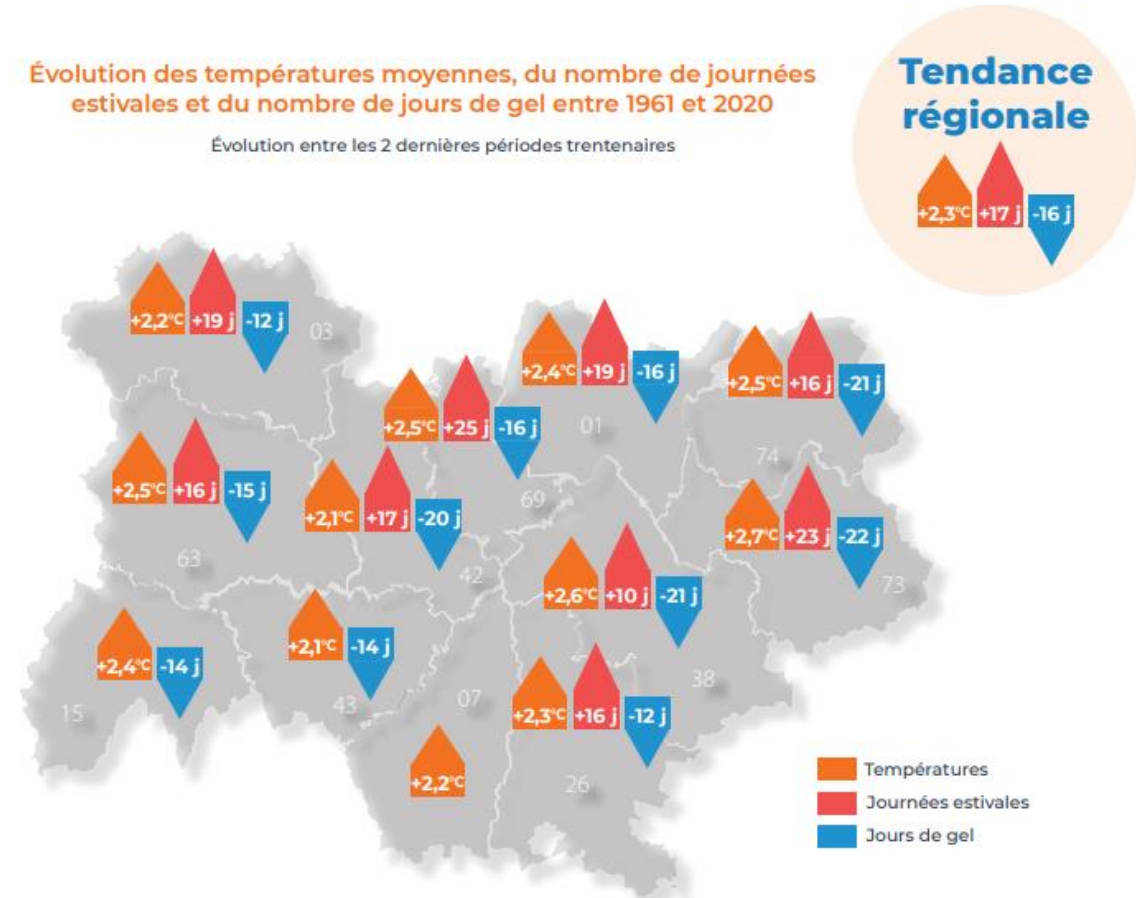


FIGURE 9 : CARTE DES CHANGEMENTS DE TENDANCES CLIMATIQUES DANS LA REGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Les augmentations de températures sont élevées dans l'ensemble de la région, avec une moyenne de + 2,7°C. Les deux autres indicateurs subissent également des modifications importantes à l'échelle régionale à propos des journées estivales (+ 17 jours en moyenne) et des jours de gel (- 16 jours en moyenne). Ces températures ont augmenté plus rapidement à partir des années 1980.

Ce constat s'accompagne aussi d'une réduction d'enneigement et de remontée de la limite pluie/neige dans les montagnes de la région. De plus, les ressources en eaux sont beaucoup moins importantes qu'auparavant (une diminution d'environ - 91 mm du bilan hydrique de 1961 à 2020 dans la région Auvergne-Rhône-Alpes).

3.1.3.2 Projections climatiques de la région Auvergne-Rhône-Alpes

Les projections climatiques sont réalisées à l'horizon 2050 et à l'horizon 2100.

En Rhône-Alpes, les projections climatiques montrent une poursuite du réchauffement jusqu'aux années 2050, quel que soit le scénario.

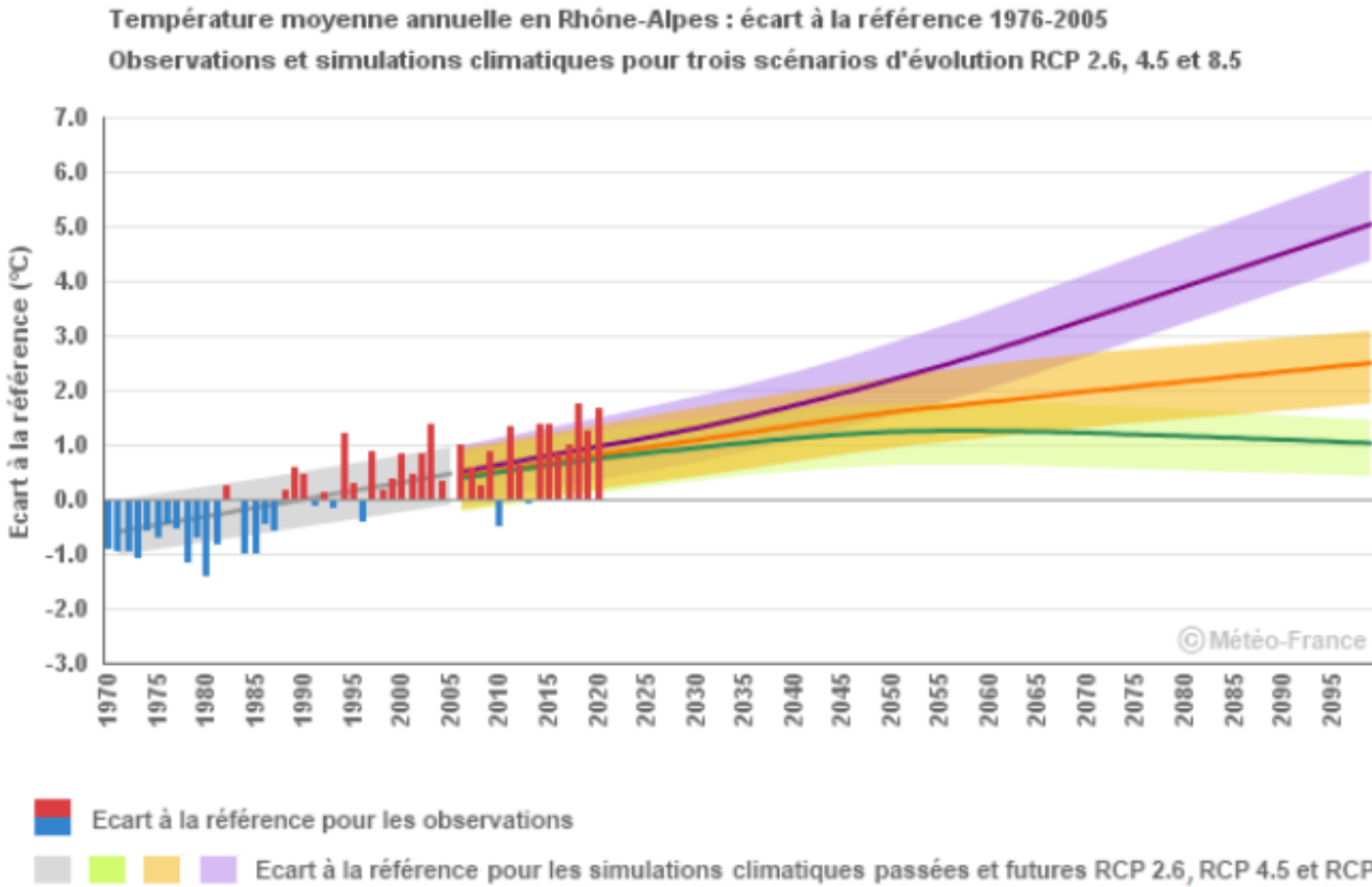


FIGURE 10 : OBSERVATIONS DES SIMULATIONS CLIMATIQUES SELON LES SCENARIOS D'ÉVOLUTION

Sur la seconde moitié du XXIe siècle, l'évolution de la température moyenne annuelle diffère significativement selon le scénario considéré. Le seul qui stabilise le réchauffement est le scénario de faibles émissions (RCP2.6). Selon le scénario de fortes émissions (RCP8.5), le réchauffement pourrait dépasser 5°C en fin de siècle.

Pour les phénomènes tels que les jours chauds et les jours de gel, l'horizon 2071-2100 décrit les processus qui pourraient se mettre en œuvre dans la région :

- À l'horizon 2071-2100, le nombre de journées chaudes serait de l'ordre de 20 jours par rapport à la période 1976-2005 selon le scénario SSP2-4.5 (scénario avec une politique climatique visant à stabiliser les concentrations en CO₂), et de 50 jours selon le SSP5-8.5 (scénario avec une politique climatique visant à stabiliser les concentrations en CO₂).
- À l'horizon 2071-2100, la diminution du nombre de jours de gel serait de l'ordre de 22 jours en plaine par rapport à la période 1976-2005 selon le scénario SSP2-4.5 (scénario avec une politique climatique visant à stabiliser les concentrations en CO₂), et de 37 jours selon le SSP5-8.5 (scénario sans politique climatique).

Les projections climatiques indiquent que, sous l'hypothèse d'une augmentation de la température moyenne de +2°C, le nombre de journées avec de la neige au sol diminuerait d'un mois à 1 500 m d'altitude, passant de 5 à 4 mois dans les Alpes du Nord sur la période hivernale. L'épaisseur du manteau neigeux diminuerait de 40 cm. A 1 200 mètres, l'enneigement serait très faible et les conditions de pratique des sports d'hiver ne seraient plus réunies. Au-dessus de 2 500 mètres, l'enneigement serait légèrement retardé, la fonte un peu plus rapide (12 jours d'enneigement en moins) et on verrait une légère diminution de l'épaisseur du manteau neigeux.

3.2 Sols et sous-sols

3.2.1 Géologie et topographie

L'aire d'étude et l'extension sont situées sur des alluvions actuelles et récentes, localement plus anciennes. On trouve, à proximité du secteur, des alluvions anciennes interglaciaires (glacio-lacustres à fluvio-glaciaires – entre Riss et Würm ou intra Würm) ainsi que des dépôts glaciaires (principalement du Würm) et fluvio-glaciaires ou glacio-lacustres localement associés.

La carte suivante permet de localiser les couches géologiques :

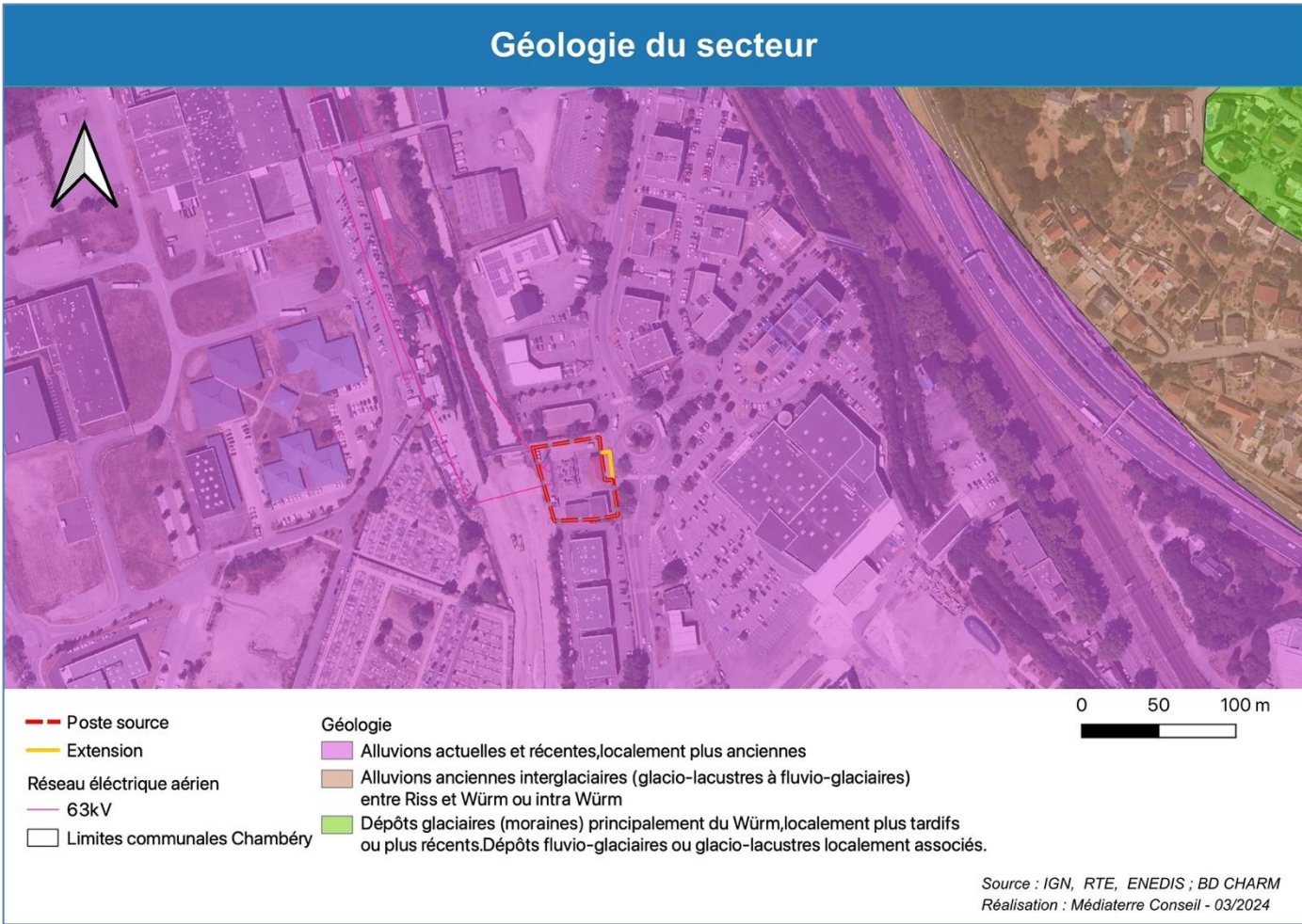


FIGURE 11 : CARTOGRAPHIE DE LA GEOLOGIE DU SECTEUR

La topographie de l'aire d'étude varie rapidement d'Ouest en Est et du Nord au Sud. Le centre de la commune est enserré au niveau de la partie la plus étroite de la cluse de Chambéry. Le site est entouré à l'Est par le massif des Bauges, au Sud par le Mont Granier (massif de la Chartreuse) et la chaîne de Belledune, à l'Ouest par la chaîne de l'Épine et au Nord par le lac du Bourget.

Le profil altimétrique du site croît rapidement d'Ouest en Est et du Nord au Sud.

Le poste source de Grand Verger se situe à une altitude de 263 m.

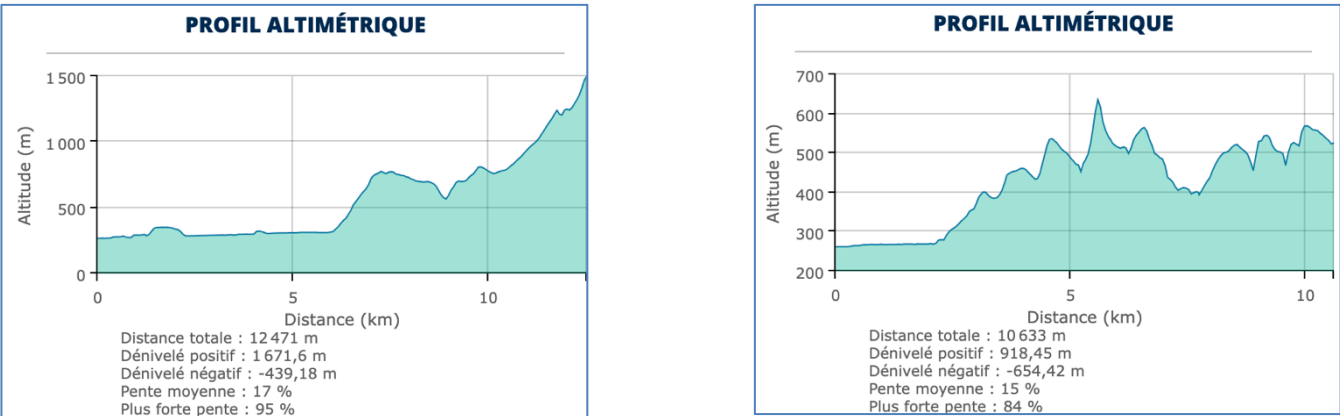


FIGURE 12 : PROFIL ALTIMÉTRIQUE OUEST-EST ET NORD-SUD AU POSTE-SOURCE DE GRAND VERGER (GEOPORTAIL)

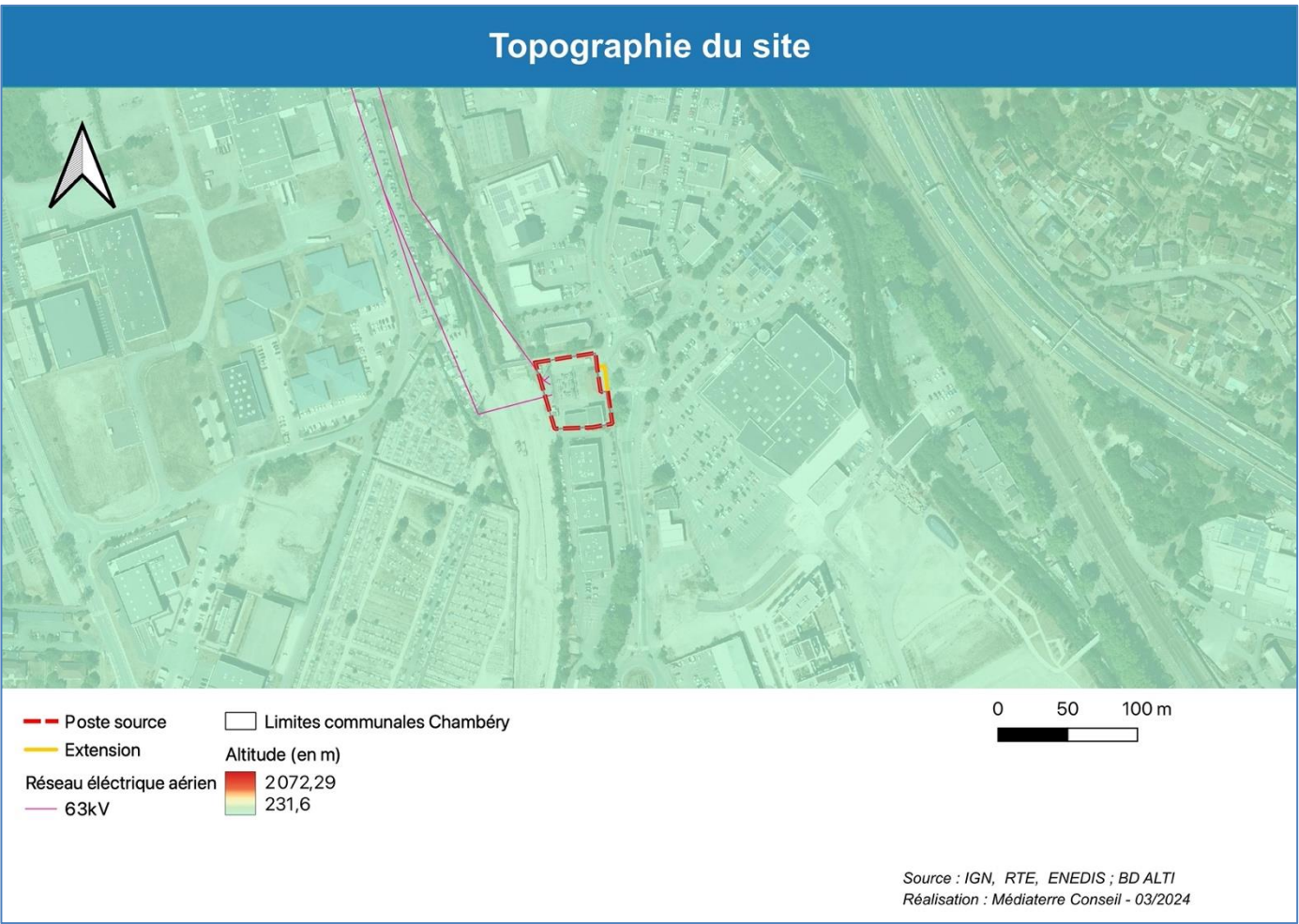


FIGURE 13 : CARTOGRAPHIE DE LA TOPOGRAPHIE DU SITE

3.3 Hydrogéologie et hydrologie

3.3.1 Hydrogéologie

Deux masses d'eau souterraines traversent la zone d'étude. Il s'agit des « **alluvions de la Plaine de Chambéry** » (FRDG304). On retrouve également des « **formations variées de l'avant-pays savoyard dans le bassin versant du Rhône** » (FRDG511).

→ **FRDG304 – Alluvions de la Plaine de Chambéry**

Lithologie d'alluvions graveleuses (graviers et sable), à l'écoulement poreux.

→ **FRDG511 – Formations variées de l'avant-pays savoyard dans le bassin versant du Rhône**

Lithologie de molasses, à écoulement mixte.

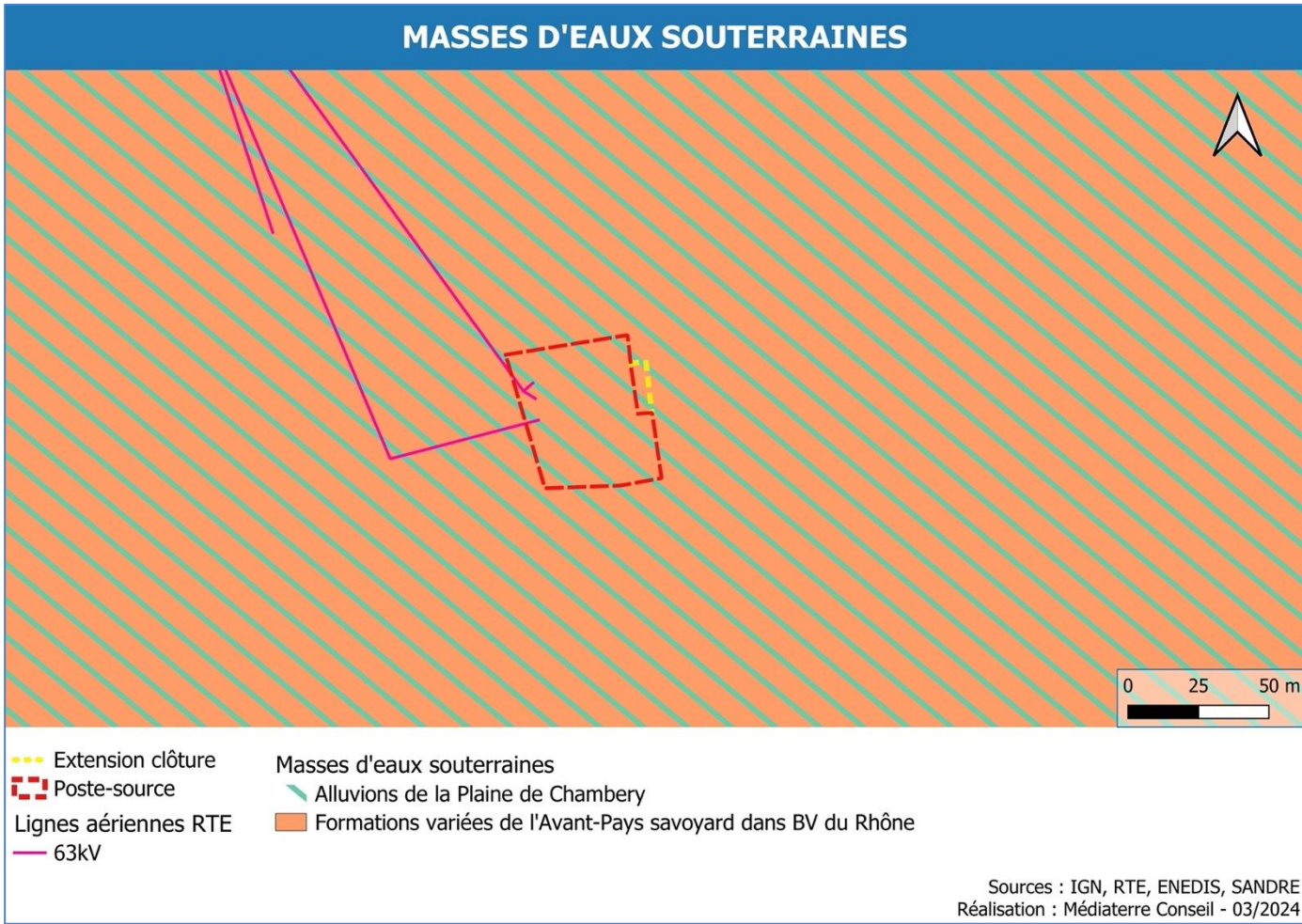


FIGURE 14 : LOCALISATION DES MASSES D'EAU SOUTERRAINES

3.3.2 Les eaux de surface

L'aire d'étude est traversée par deux cours d'eau : celui de l'Hyères à l'Ouest du poste source et de la Leysse à l'Est. Un réservoir-bassin est présent à proximité de la rive Ouest de la Leysse.

D'après l'inventaire des zones humides pour la Trame Verte et Bleue du SRADDET AURA, aucune zone humide ne se trouve à proximité du poste source et de son extension. La zone humide la plus proche se situe à 1,7 km au Nord-Est (la Croix-Rouge-Dessous).

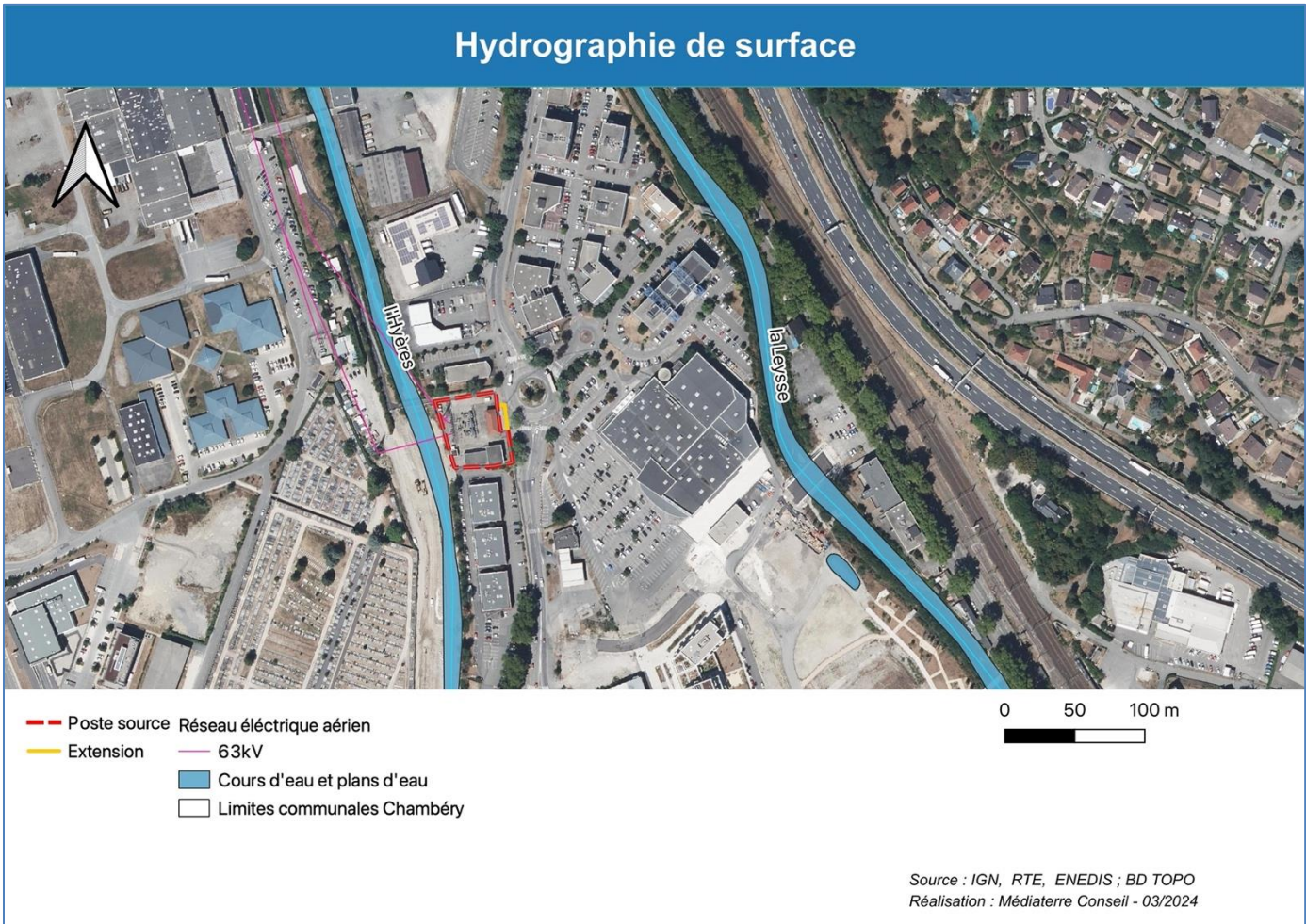


FIGURE 15 : RESEAU HYDROGRAPHIQUE

4 MILIEU NATUREL

4.1 Contexte réglementaire

4.1.1 Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) Auvergne

Source : <https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/srce-rhone-alpes-a10983.html>

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique est un outil réglementaire pour maintenir et restaurer les continuités écologiques à l'échelle d'une région. Son contenu est fixé par l'article L.371-3 du Code de l'Environnement. L'objectif principal du SRCE est l'identification des trames verte et bleue d'importance régionale, c'est à dire du réseau écologique qu'il convient de préserver pour garantir à cette échelle les déplacements des espèces animales et végétales. Ces capacités de déplacements sont nécessaires au maintien du bon état de conservation des populations d'espèces.

Ainsi les 3 grands objectifs du SRCE Rhône-Alpes sont :

- Expliciter les modalités de prise en compte du SRCE et faciliter sa mise en œuvre afin d'atteindre les objectifs assignés à la Trame Verte et Bleue ;
- Mettre en cohérence et synergie les politiques publiques de préservation de la biodiversité et d'aménagement du territoire ;
- Contribuer à la stratégie régionale de préservation de la biodiversité.

Ce nouvel outil d'aménagement co-piloté par l'Etat et la Région a été adopté par arrêté le 16 juillet 2014.

Le Plan d'Actions Stratégique du SRCE constitue un cadre de référence à l'échelle régionale pour la mise en œuvre d'actions de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques (réservoirs de biodiversité et corridors écologiques). Il doit faciliter l'intégration par les acteurs locaux des objectifs du Schéma Régional de Cohérence Ecologique dans leurs activités, leurs politiques ou leurs financements et le développement de partenariats et maîtrises d'ouvrage adaptées. Le plan d'actions stratégique du SRCE s'appuie sur 7 grandes orientations, elles-mêmes déclinées en objectifs pour lesquelles sont proposées un certain nombre de mesures et de recommandations.

Les orientations sont les suivantes :

- Prendre en compte la Trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme et dans les projets
- Améliorer la transparence des infrastructures et ouvrages vis-à-vis de la Trame verte et bleue
- Préserver et améliorer la perméabilité des espaces agricoles et forestiers
- Accompagner la mise en œuvre du SRCE Orientation n°5. Améliorer la connaissance
- Mettre en synergie et favoriser la cohérence des politiques publiques
- Conforter et faire émerger des territoires de projets en faveur de la Trame verte et bleue

4.1.1.1 Le SRADDET : Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité du Territoire

Source : <https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/le-sraddet-auvergne-rhone-alpes-est-approuve-a18111.html>

Le SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes a été approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020 (voir section 3.1.1.1.). La procédure de modification n°1 du schéma régional a été engagée en juin 2022.

Selon la Trame Verte et Bleue du SRADDET, la zone d'étude ne se trouve dans aucun réservoir de biodiversité, aucun grands espaces agricoles ou corridor écologique.

4.1.2 Politique relative aux Espaces Naturels Sensibles (ENS) dans l'Allier

Source : https://www.savoie.fr/web/psw_41963/les-perimetres-de-preemption-en-espaces-naturels-sensibles-en-savoie

Un ENS est « un site naturel, menacé, rendu vulnérable par des perspectives d'urbanisation, de développement économique, par des risques de pollution, voire par une fréquentation touristique importante ou, au contraire, fragilisé par une absence d'entretien, un état d'abandon ».

Établis par les différents Départements, les ENS ont pour objectifs de protéger un patrimoine naturel, paysager et géologique menacés. Ils ont également pour missions l'accueil du public et la sensibilisation au patrimoine naturel.

À ce jour 18 communes disposent de périmètres de préemption en ENS dans le département de la Savoie.

Aucun ENS n'est enregistré sur la commune de Chambéry et aux alentours.

4.2 Zones protégées et périmètre d'inventaire

4.2.1 Zones Natura 2000

Aucune zone Natura 2000 ne se trouve sur la commune.

4.2.2 Les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique ou Floristique

Une ZNIEFF est une Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique. C'est un territoire où les scientifiques ont identifié des éléments rares, remarquables, protégés ou menacés du patrimoine naturel.

Les ZNIEFF sont classées en deux catégories :

- Type I : superficie assez limitée, elle renferme des espèces et des milieux rares ou protégés ;
- Type II : grands espaces naturels (massif forestier, estuaire, etc.) offrant de grandes potentialités biologiques.

Aucune ZNIEFF ne se trouve à proximité de la zone concernée par le poste source (la plus proche étant localisée à plus de 3 km).

4.2.3 Plan National d'Action

Les Plans Nationaux d'Action pour les Espèces menacées (PNA) constituent une des politiques mises en place par le Ministère en charge de l'Environnement pour essayer de stopper l'érosion de la biodiversité. Ils sont codifiés à l'article L.414-9 du code de l'environnement qui précise que « des plans nationaux d'action pour la conservation ou le rétablissement des espèces visées aux articles L. 411-1 et L. 411-2 ainsi que des espèces d'insectes pollinisateurs sont élaborés et, après consultation du public, mis en œuvre sur la base des données des instituts scientifiques compétents lorsque la situation biologique de ces espèces le justifie ».

Ces plans tiennent compte des exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que des impératifs de la défense nationale.

L'aire d'étude est concernée par les PNA suivants :

- **Chiroptères** : Noctule de Leisler, Oreillard gris, Pipistrelle commune, Pipistrelle de Kuhl, Pipistrelle de Nathusius, Pipistrelle pygmée, Sérotine commune, Vespère de Savi
- **Sonneur à ventre jaune**

Ces PNA sont localisés dans la cartographie ci-dessous :

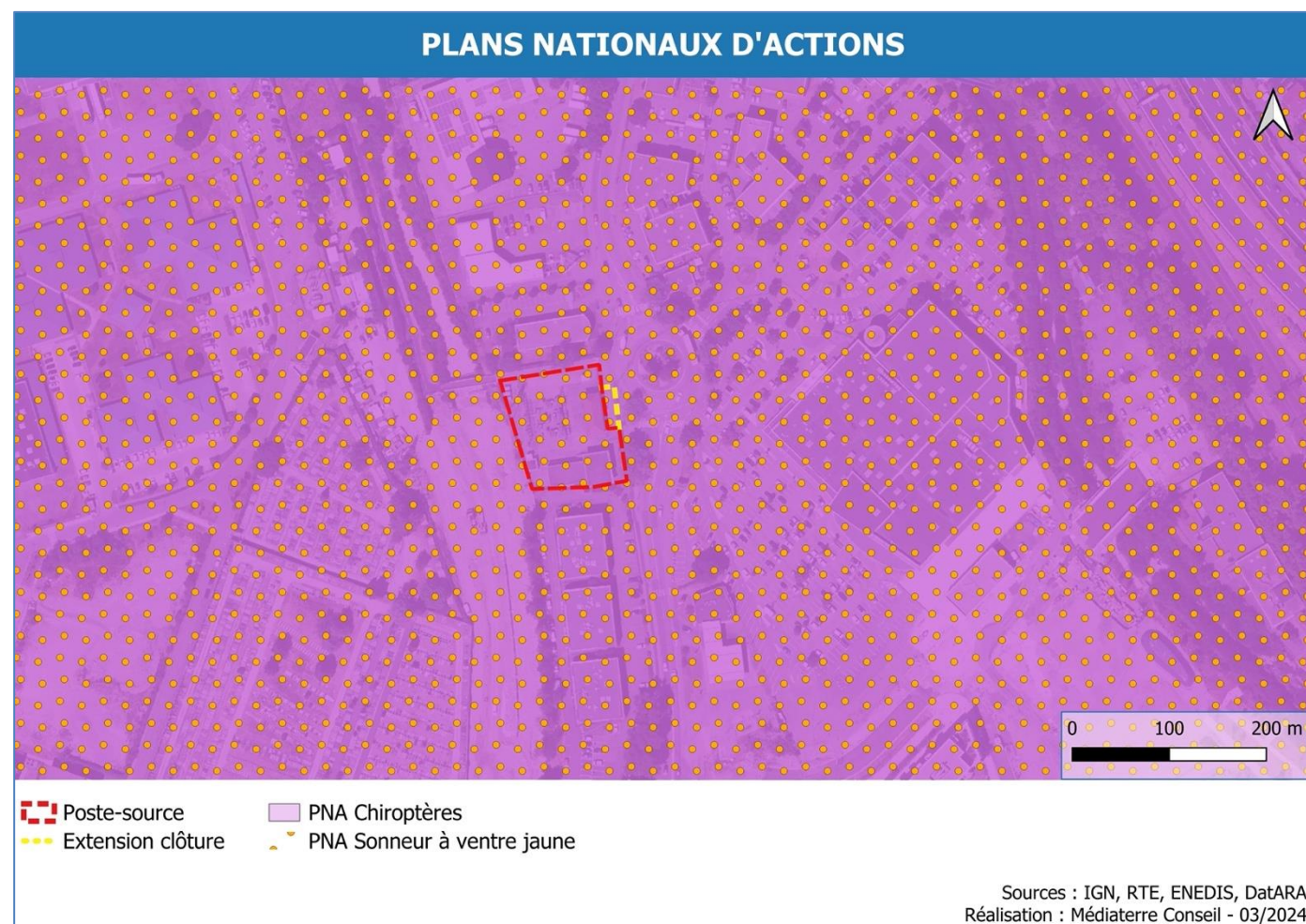


FIGURE 16 : PLAN NATIONAL D'ACTION

4.3 Pré-diagnostic écologique

L'objet de ce pré diagnostic est de présenter pour chaque taxon les espèces avérées et les espèces à enjeux potentielles sur l'aire d'étude, ainsi que la délimitation de la zone humide permettant la prise en compte des milieux et de leurs potentialités floristiques.

4.3.1 Vues sur le périmètre de l'aire d'étude



FIGURE 17 : PHOTOGRAPHIES DU SITE

4.3.2 Méthodologie de l'étude

Afin de déterminer les enjeux écologiques potentiels sur la zone d'étude, la méthodologie utilisée se décline en trois parties :

- Collecte des données bibliographiques et synthèse ;
- Terrain : prospection naturaliste à partir de photographies ;
- Evaluation écologique du site de projet.

4.3.3 Bibliographie

L'analyse bibliographique consiste à rechercher dans les documents de références disponibles ou par le biais de naturalistes locaux les informations qui auraient un caractère d'inventaire, patrimonial et/ou réglementaire au niveau des espèces ou des habitats inventoriés pour le périmètre étudié ou la commune.

4.3.4 Bibliographie - références

Les prospections de terrain ont plusieurs objectifs :

- Vérification d’informations bibliographiques
- Reconnaissance du périmètre d’étude (emprise du projet et zone d’étude périphérique)
- Expertise naturaliste : Identification des cortèges faunistiques et floristiques à enjeux locaux potentiels

Structure	Sites consultés ou personnes contactées
Plateforme DatARA portée par la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes	Cartographies interactives https://carto.datara.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map
Portail INPN (Inventaire National du Patrimoine Naturel) porté par le MNHN (Muséum National d’Histoire Naturelle)	Base de données en ligne http://inpn.mnhn.fr
Portail OpenObs porté par l’INPN	Portail français d’accès aux données d’observation sur les espèces https://openobs.mnhn.fr/
NATURALIA Environnement	Base de données professionnelle
Portail Biodiv’AURA Atlas porté par l’ORB en Auvergne-Rhône-Alpes	Base de données en ligne https://atlas.biodiversite-auvergne-rhone-alpes.fr/
Portail Observado	Base de données en ligne http://observado.org/
Portail Faune-France	Portail de science participative en ligne https://www.faune-france.org/
Centre de Ressources Espèces Exotiques Envahissantes	Base de données du centre http://especes-exotiques-envahissantes.fr/base-dinformation-page-daccueil/

4.3.5 Méthodologie d’évaluation des enjeux écologiques du site

Les enjeux écologiques des habitats, des plantes vasculaires et de la faune se fondent sur leurs statuts règlementaires et de menaces. Cela signifie que nous nous appuierons essentiellement sur les valeurs règlementaires, les valeurs définies par les experts de l’UICN pour l’état de conservation des espèces ainsi que les menaces qui pèsent sur elles. Localement (échelle régionale, départementale, locale lorsque cela est possible et/ou que des outils d’évaluation existent) nous cherchons toujours l’avis des associations naturalistes pour éclairer notre analyse.

Les enjeux sont hiérarchisés pour les habitats en fonction de différents critères : la sensibilité de l’habitat (cela comprend son intérêt régional et communautaire), la rareté, la diversité d’espèces végétales et l’état de conservation.

Pour les espèces de faune et flore, les enjeux sont hiérarchisés en fonction de la rareté d’espèces et/ou de son statut de conservation (espèce menacée ou pas) et croisés avec l’importance du site pour l’espèce.

Le tout aboutit à une appréciation sur la sensibilité écologique allant de négligeable à fort.

Le tableau ci-après présente la méthodologie de hiérarchisation des enjeux spécifiques pour l’ensemble des tableaux faunistiques et floristiques :

Niveau d’enjeu	Commentaire
Fort	Espèces de faune* ou de flore indigène Espèce <u>très rare</u> / <u>très menacée</u> : liste rouge UICN régionale ou nationale : EN, CR, RE, RR à RRR, ou outil équivalent au sein des cortège(s) associé(s) <i>Présence d’au moins un milieu favorable au groupe biologique considéré (secteur dominé par les milieux naturels spontanés).</i>
	Habitats Habitat (semi-)naturel <u>très rare et menacé</u> en France et dans la région. Habitat d’intérêt communautaire au titre de la directive Habitat. <i>Selon l’état de conservation de l’habitat.</i>
Modéré	Espèces de faune* ou de flore indigène Espèce rare / menacée : liste rouge UICN régionale ou nationale : NT, VU, ou statut de rareté R à AR ou outil équivalent au sein des cortège(s) associé(s) <i>Présence d’au moins un milieu favorable au groupe biologique considéré (secteur dominé par les milieux naturels spontanés).</i>
	Habitats Habitat (semi-)naturel rare et menacé dans la région administrative du site d’étude. <i>Selon l’état de conservation de l’habitat.</i>
Faible	Espèces de faune* ou de flore indigène <u>Espèces communes</u> : liste rouge UICN régionale ou nationale : LC, déterminante ZNIEFF ou statut de rareté PC ou AC <i>Présence d’au moins un milieu favorable au groupe biologique considéré (secteur occupé par une mosaïque de milieux naturels et de milieux artificiels).</i>
	Habitats Habitat (semi-)naturel <u>rudéralisé</u> dont la flore est rendue banale et commune ou habitat <u>fréquent et non menacé</u> en France et dans la région. <i>Selon l’état de conservation de l’habitat.</i>
Négligeable	Espèces de faune* ou de flore indigène Absence de milieu favorable au groupe biologique considéré, qui est donc présumé absent de l’aire d’étude restreinte Espèce classée C, CC ou CCC.
	Habitats Milieu très artificialisé (route, parking goudronné...) peu favorable à la biodiversité.

* : Si absence de reproduction de l’espèce celle-ci est rétrogradée d’un niveau d’enjeu. Si absence de reproduction et d’alimentation, l’espèce est rétrogradée de deux niveau d’enjeu.

4.3.6 Enjeux Habitats

L'aire d'étude restreinte est identifiée comme une zone urbanisée non constitutive de la trame verte et bleue. Toutefois, elle se trouve à proximité du ruisseau d'Hyère reconnu comme d'intérêt pour la fonctionnalité écologique locale.

Le site d'étude est une ancienne zone en friche composée de gravats située devant le poste Enedis du Grand Verger à Chambéry.

L'aire d'étude, soumise à de très fortes influences anthropiques et dont la totalité est inscrite en tant que « Réseaux routiers » selon la nomenclature EUNIS, recense un seul habitat artificiel. Au total, 100% du site du projet est constitué d'un habitat artificiel sous influence anthropique. Cet habitat, de type parking et stockage de matériaux de construction, ne suit pas de cycle biologique naturel et n'est pas soumis à une contrainte réglementaire.

L'enjeu concernant l'habitat est donc faible.

4.3.7 Enjeux Espèces

Flore

Au total, 11 espèces végétales ont été contactées. Parmi elles, aucune espèce protégée et/ou patrimoniale n'a été observée au sein de l'aire d'étude restreinte. Une potentielle Espèce Végétale Exotique Envahissante (EVEE) a été contactée sur le site mais son stade phénologique n'a pas permis d'aller jusqu'à l'espèce en termes d'identification.

Des mesures de gestion doivent être mises en œuvre pour éviter d'accentuer encore plus la propagation de cette dernière.

Entomofaune

Au total, 53 espèces de Lépidoptères, 13 espèces d'Odonates, 26 espèces d'Orthoptères ainsi que 17 espèces de Coléoptères ont été recensées au sein de la commune de Chambéry ces 5 dernières années selon la bibliographie.

L'inventaire ayant eu lieu en dehors des périodes favorables de détection des espèces de ce groupe taxonomique, seul un individu de Lépidoptère soit le Vulcain (*Vanessa atalanta*) a été observé. Toutefois, du fait du contexte très anthropisé et des habitats présents très dégradés, seules des espèces communes sans enjeu de protection sont attendues. En l'état actuel des connaissances, aucune espèce protégée et/ou patrimoniale n'est jugée potentielle sur l'aire d'étude restreinte.

Reptiles

Aucun individu de reptile n'a pu être observé sur le site d'étude. Le site d'étude, enclavé au sein d'une matrice urbaine très dense avec très peu de zones de végétation aux alentours, ne s'est pas révélé favorable à l'accueil des reptiles. En l'état actuel des connaissances, hormis en transit ponctuel, aucune espèce protégée et/ou patrimoniale n'est jugée potentielle sur l'aire d'étude restreinte.

Amphibiens

Aucune espèce d'amphibien n'a pu être inventoriée sur l'aire d'étude restreinte. Les habitats présents ne sont pas favorables au développement d'amphibiens. En l'état actuel des connaissances, aucune espèce protégée et/ou patrimoniale n'est jugée potentielle sur l'aire d'étude restreinte.

Mammifères terrestres et semi-aquatiques

Aucun individu de mammifère n'a pu être observé sur l'aire d'étude restreinte. Du fait du contexte très anthropisé et des habitats présents très dégradés, seules des espèces communes sans enjeu de protection sont attendues. En l'état actuel des connaissances, aucune espèce protégée et/ou patrimoniale n'est jugée potentielle sur l'aire d'étude restreinte.

Chiroptères

Aucune espèce de Chiroptère n'a été inventoriée au sein de l'aire d'étude et à proximité. Toutefois, au vu de la configuration du site, les espèces mentionnées dans la bibliographie sont jugées potentielles sur l'aire d'étude. De plus, les espèces anthropophiles comme les Pipistrelles, sont susceptibles de gîter dans les fissures du bâtiment (figure suivante) présent à proximité immédiate du site d'étude.



FIGURE 18 : BATIMENT ET FISSURES FAVORABLES AUX CHIROPTERES

L'inventaire ayant été réalisé en dehors des périodes favorables de détection de ce taxon, aucune espèce n'a pu être détectée. Toutefois, sept espèces de chiroptères protégés sont jugées potentielles en alimentation et en transit au sein de l'aire d'étude. De plus, parmi elles, six sont susceptibles de gîter au sein des fissures du bâtiment à proximité immédiate du site d'étude.

Un inventaire nocturne en été pourrait permettre statuer sur la présence ou l'absence de ces espèces sur l'aire d'étude. **En l'état actuel des connaissances, des contraintes réglementaires liées à leur statut de protection sont attendues.**

L'enjeu concernant les chiroptères est donc modéré.

Avifaune

8 espèces d'oiseaux ont été inventoriées sur l'aire d'étude dont 6 sont protégées nationalement. Parmi elles, seul le Moineau domestique (*Passer domesticus*) est susceptible de nicher sur le bâti présent à proximité immédiate de l'aire d'étude.

Concernant les espèces identifiées dans la bibliographie, le Rougequeue noir (*Phoenicurus phoenicurus*), au regard de ses exigences écologiques, est également susceptible de nicher sur le bâti précédemment cité. Enfin, au vu du contexte fortement anthropisé et de la nature du bâti, l'Hirondelle de fenêtre ainsi que le Rougequeue à front blanc ne sont pas jugées susceptibles de nicher sur la zone d'étude.

Un inventaire en mai pourrait permettre statuer sur la présence ou l'absence du Rougequeue noir sur l'aire d'étude et de conclure sur le statut nicheur de ces espèces.

Des contraintes réglementaires liées à leur statut de protection sont attendues.

L'enjeu concernant l'avifaune est donc modéré.

4.3.8 Préconisations d'insertion environnementale du projet

Inventaires complémentaires jugés pertinents

Pour aller plus loin des investigations complémentaires apparaîtraient nécessaires à la suite des enjeux relevés ou potentiels lors de ce pré-cadrage écologique. En effet, des compléments d'inventaires pour la flore et la faune en période favorable pour les divers groupes permettraient de statuer sur la présence/absence des espèces pressenties mais également de leurs statuts véritables sur la zone d'étude (alimentation, reproduction, ...). Ces informations permettraient de qualifier les statuts biologiques des espèces à plus forte valeur patrimoniale, de délimiter leurs habitats optimaux et de définir l'enjeu local de chaque espèce.

Ce travail des prospections doit s'inscrire dans un calendrier optimal d'inventaires. Il est calé sur les cycles d'activité (floraison, reproduction, migration) des espèces concernées.

Au regard des éléments précédemment décrit, les inventaires complémentaires suivants sont préconisés :

Groupe taxonomique	Passages de terrain et période préconisés	Exemple d'espèces visées
Chiroptères	1 passage d'inventaire nocturne en été	Noctule de Leisler, Pipistrelle commune, Pipistrelle de Kuhl, Pipistrelle de Nathusius, Pipistrelle pygmée, Sérotine commune, Vespère de Savi
Avifaune	1 passage d'inventaire diurne en mai	Rougequeue noir

Préconisations d'insertion environnementale du projet

- Intervention dans le respect du calendrier écologique des espèces**

Toutes opérations liées au projet doivent être privilégiées à l'automne, idéalement en octobre, une fois les périodes de reproduction terminées et tant que l'ensemble des taxons sont encore mobiles (migrations, transits, avant l'entrée en hibernation pour certains taxons). **Aucune intervention sur la végétation ne doit être réalisée entre mars et août.**

- Préservation du bâti existant**

On veillera à préserver les éléments du bâtiment favorables à la petite faune (fissures, toiture, ...) en l'état. **Aucuns travaux de comblement des fissures ne devront notamment être effectués sans l'accompagnement d'un écologue agréé.** En effet, ces dernières sont susceptibles d'être utilisées par des chauves-souris (espèces strictement protégées) pour le gîte. Un aménagement du bâtiment afin qu'il soit davantage favorable à la biodiversité peut également être envisagé.

- Gestion des déchets et nettoyage du site**

Un certain nombre de déchets polluent le site. **Un nettoyage préalable du site devra donc être réalisé.** A noter que certains déchets peuvent constituer des pièges involontaires pour la faune sauvage. Pour exemple, une bouteille en verre sans bouchon peut causer la mortalité de centaines d'invertébrés et de micromammifères, attirés à l'intérieur mais qui y restent coincés (source : CG38, 2010. Neutraliser les pièges involontaires pour la faune sauvage).

- Gestion des espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE)**

La bibliographie fait état d'un grand nombre d'EVEE potentielles au sein de l'aire d'étude. Les prospections de terrain ont par ailleurs permis d'avérer la présence d'une d'entre elles. **Une gestion de cette dernière et des éventuelles autres zones présentant des EVEE herbacées avant floraison (mai) est recommandée.** A noter que, la plupart du temps, les déchets issus des différentes méthodes de gestion devront être exportés en déchetterie agréée pour traitement.

- Préservation de la trame noire**

Compte tenu du potentiel de présence de chiroptères dans le secteur, une prise en compte de la pollution lumineuse de ces milieux et une limitation de celle-ci serait bénéfique. Un état des lieux de l'actuelle pollution lumineuse pourrait être intéressant à étudier.

5 MILIEU HUMAIN

5.1 Territoire de l’aire d’étude

5.1.1 Le département de la Savoie

Source : <http://www.observatoire.savoie.equipement-agriculture.gouv.fr/Atlas/1-generalites.php>

Le département de la Savoie s’étend sur une superficie de 6 267 km² et comporte une densité de population de 70,8 habitants par km², bien inférieure à la moyenne de la région Auvergne Rhône Alpes, située à 114,7 habitants par km² en 2018. Le département est organisé en trois arrondissements :

- Chambéry (chef-lieu du département) ;
- Albertville;
- St Jean de Maurienne ;

Le territoire est constitué de 273 communes regroupées en 19 cantons. On y retrouve 18 regroupements intercommunaux, à savoir :

- CA Arlysère ;
- **CA Grand Chambéry** ;
- CA Lac du Bourget ;
- CC Canton de La Chambre ;
- CC Cœur de Chartreuse ;
- CC Cœur de Maurienne Arvan ;
- CC Cœur de Savoie ;
- CC Cœur de Tarentaise ;
- CC Haute Maurienne Vanoise ;
- CC Haute Tarentaise ;
- CC Lac d'Aiguebelette ;
- CC Les Versants d'Aime ;
- CC Maurienne Galibier ;
- CC Porte de Maurienne ;
- CC Val Guiers ;
- CC Vallées d'Aigueblanche ;
- CC Val Vanoise ;
- CC Yenne.

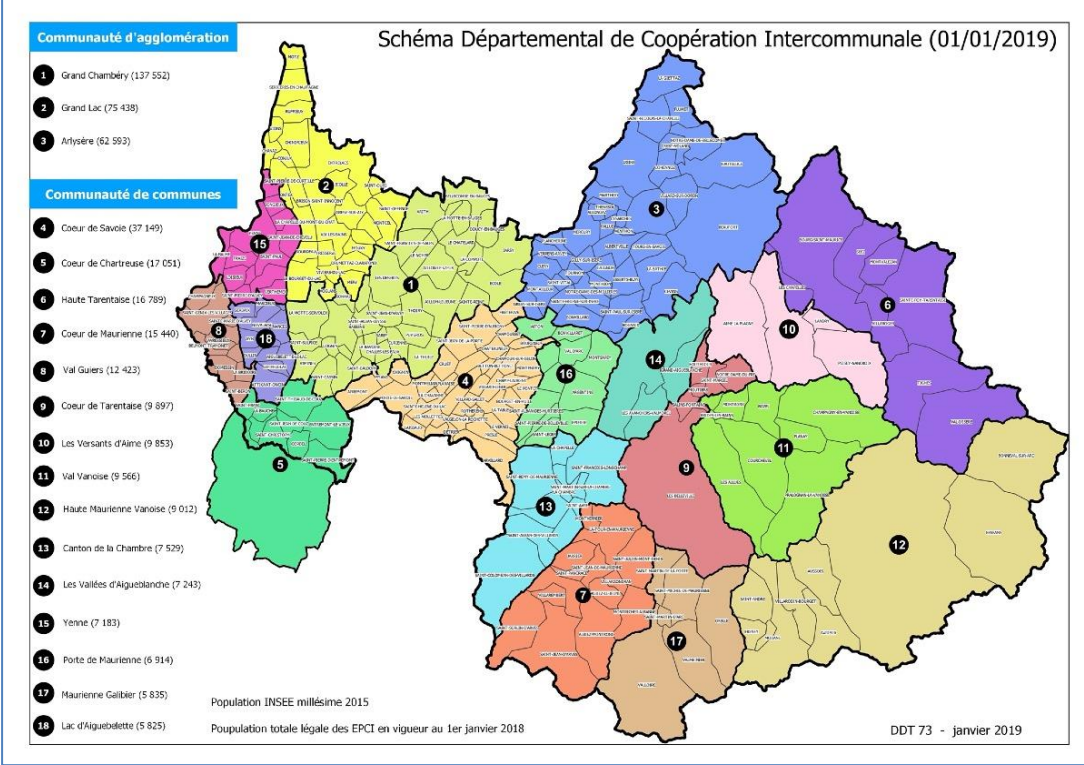


FIGURE 19 : COMMUNAUTÉS DE COMMUNES ET D’AGGLOMÉRATION DANS LA SAVOIE

Source : Savoie.gouv.fr

Le projet se situe dans la communauté d’agglomération de Grand Chambéry.

5.1.2 Communauté d’agglomération de Grand Chambéry

Formée le 1^{er} janvier 2017, la CA de Grand Chambéry est issue de la fusion de Chambéry métropole (2000) et la communauté de communes Cœur des Bauges (2009), constituant une seule et même communauté d’agglomération. La nouvelle identité administrative de Grand Chambéry se traduit par la création d’une entité territoriale composée de 38 communes.

Aillon le Jeune	Aillon le Vieux	Arith	Barberaz
Barby	Bassens	Bellecombe en Bauges	Challes les eaux
Chambéry	Le Châtelard	Cognin	La Compôte
Curienne	Les Déserts	Doucy	Ecole
Jacob-Bellecombette	Jarsy	Lescheraines	Montagnole
La Motte en Bauges	La Motte Servolex	Le Noyer	Puygros
La Ravoire	Saint Alban Laysse	Saint Baldolph	Saint Cassin
Saint François de Sales	Saint Jean d'Arvey	Saint Jeoire Prieuré	Sainte Reine

Saint Sulpice	Sonnaz	Thoiry	La Thuile
Vérel Pragondran	Vimines	-	-

FIGURE 20 : LISTE DES COMMUNES

5.1.3 Chambéry

La commune s’étend sur une superficie de 20,99 km² pour 59 172 habitants en 2020 (INSEE), soit une densité moyenne de 2 819,1 hab./km². Les habitants en sont nommés les Chambérien et les Chambériennes.

5.2 Contexte socio-économique

5.2.1 Population

Comme énoncé ci-dessus, la commune comptait en 2020 59 172 habitants selon l’INSEE. L’évolution de sa population se traduit par une légère croissance depuis 1968, où elle s’élevait à 51 056 habitants. La tranche d’âge la plus importante est celle des 15 à 29 ans comptant 13 292 habitants en 2020 et représentant 22,5 % de la population. Elle est suivie des 30-44 ans (18,5 %), des 0-14 ans (17,6 %), des 45-59 ans (17, 3%) puis des 60-74 ans (14,1 %) et des 75 ans ou plus (10,1 %). Les femmes constituent la majorité de la population en 2020 (30 914 femmes contre 28 258 hommes).

5.3 Occupation du sol

Le projet s’inscrit dans un environnement urbain, plus particulièrement une zone industrielle et commerciale. Celle-ci s’insère entre un tissu urbain discontinu et des surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels.

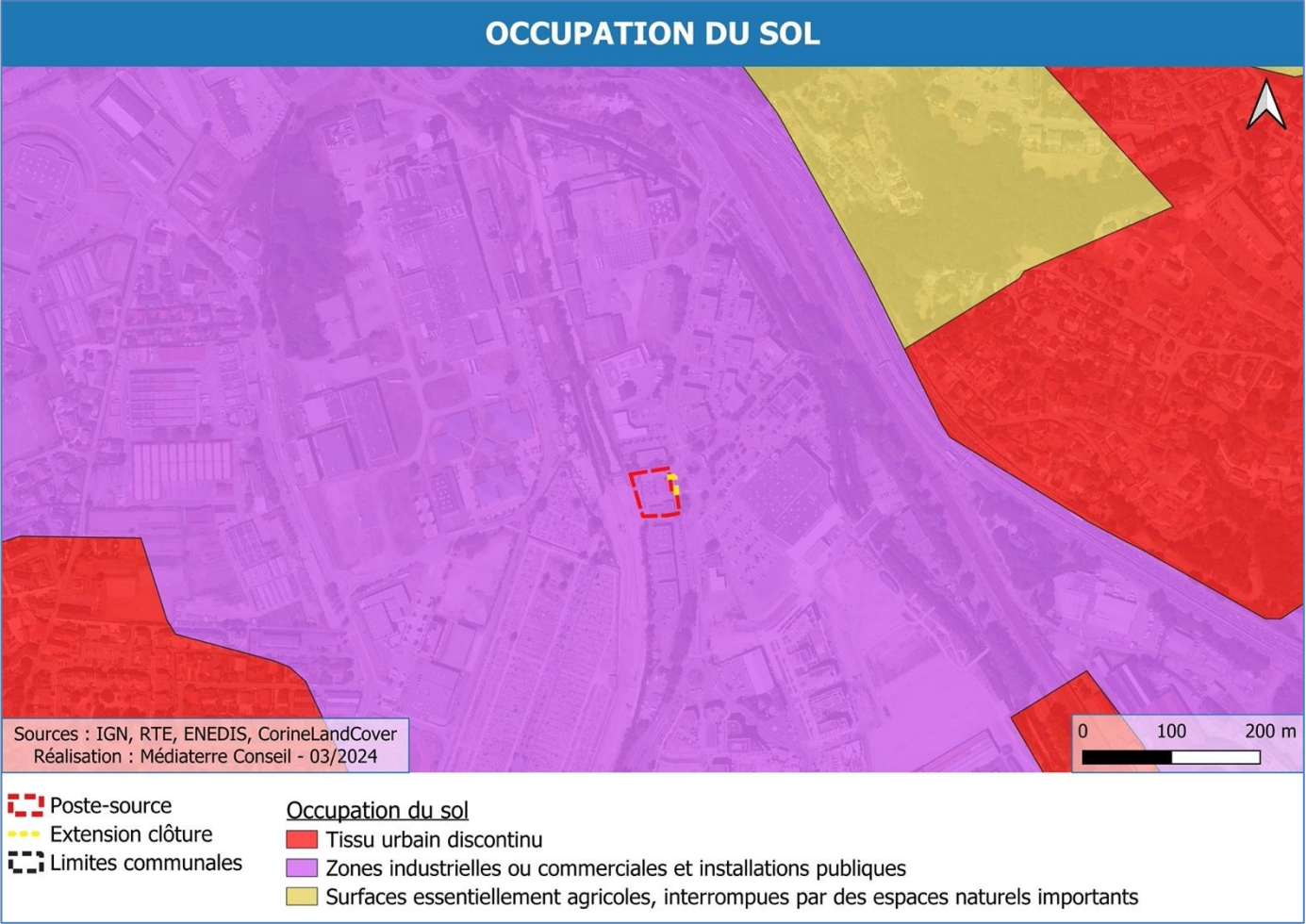


FIGURE 21 : OCCUPATION DES SOLS

5.4 Activités à proximité de l’aire d’étude

Le poste source se situe en plein cœur du parc d’activité du Grand Verger. Situé à proximité immédiate du centre-ville, celui-ci fait l’objet d’un projet d’aménagement d’envergure au profit d’un nouveau pôle d’activités économiques

5.5 Déplacements

La zone d’étude se situe à proximité immédiate de la départementale D1006 et à environ 300 m à l’Ouest de la nationale N201. Une voie ferrée traverse la commune de Chambéry et se situe à 270 m de la zone d’étude. Il s’agit de la ligne qui dessert l’axe Aix-Les-Bains et Montmélian et de celle qui relie la commune de St-André-le-Gaz à Chambéry. La gare située à environ 1km au nord-ouest du poste-source. L’aéroport Chambéry Savoie Mont Blanc est localisé à 6 km de la zone d’étude.

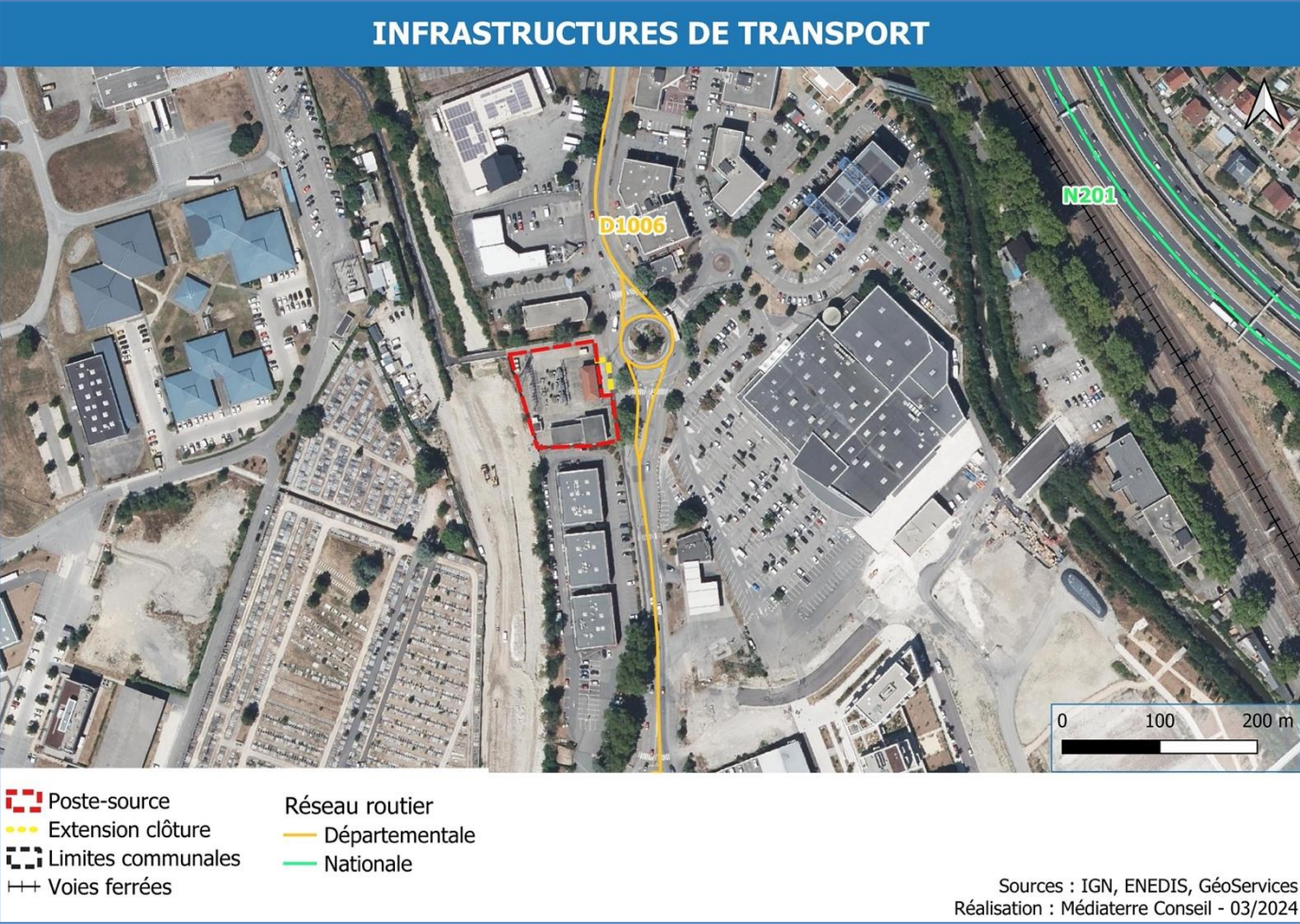


FIGURE 22 : LOCALISATION DES ROUTES ET VOIES FERREES

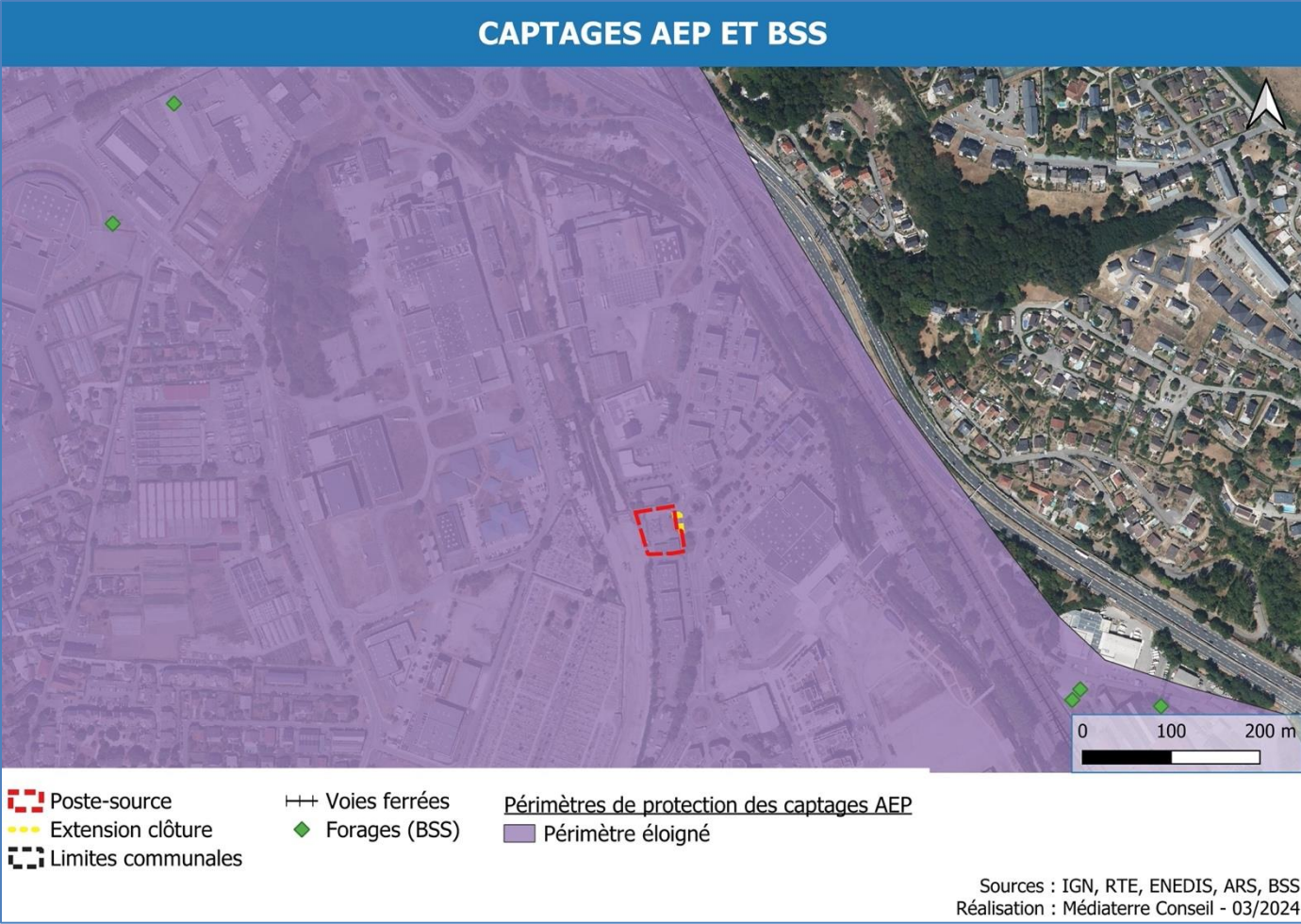


FIGURE 23 : CAPTAGES AEP ET BSS

5.6 Réseaux Secs et humides

Il existe un captage AEP sur la commune mais le poste source est éloigné des différents périmètres de protection. Le site se trouve à 2km des captages AEP de la commune et fait partie d'un périmètre éloigné de protection.

D'après les données de la banque du sous-sol, il existe plusieurs forages sur la commune et aux alentours mais rien n'est à signaler dans les environs du poste source ; le plus proche se situe à 680 m.

6 PAYSAGES ET PATRIMOINE

6.1 Généralités

Source : https://www.savoie.gouv.fr/contenu/telechargement/39105/277323/file/210829-Livret-EP_EcrinBourget-Cha.pdf

Selon l'atlas des paysages de la Savoie, la commune de Chambéry fait partie de l'ensemble paysager : « Cluse de Chambéry et écrin du lac du Bourget ».

Cette unité paysagère est caractérisée par un long couloir sculpté par les masses glaciaires. La Cluse de Chambéry et le lac du Bourget forment un long couloir orienté nord-sud de 40 km de long environ. Cette vallée à fond plat a été creusée, dans le prolongement de la Combe de Savoie et de la vallée du Grésivaudan, par les immenses glaciers de l'Arve et de l'Isère. Elle a été plus récemment façonnée par la Leysse et l'Albanne, qui, prenant naissance dans les vallées encaissées des contreforts des Bauges et de la Chartreuse, trouvent leur confluence dans le lac du Bourget.

Cinq grandes unités paysagères forment un ensemble paysager complexe :

- Le marais de Chautagne et la montagne du Gros Foug ;
- L'Albanais savoyard ;
- Le lac du Bourget et son écrin ;
- **Le bassin aixois-chambérien ;**
- La porte sud de la cluse de Chambéry.

Le poste source est localisé dans la sous-unité du bassin aixois-chambérien. Ces paysages, fortement urbanisés, irrigués par les grands axes autoroutiers régionaux, tendent à constituer un véritable continuum urbain de Saint-Jeoire-Prieuré à Grésy-sur-Aix. Les principaux cours d'eau, comme les noyaux urbains anciens, sont pour la plupart phagocytés par le développement urbain.

L'extension du poste source ne modifiera pas la perception du poste.

6.2 Caractéristiques du site

Le poste est localisé dans une zone de tissu urbain, plus particulièrement une zone industrielle et commerciale. Situé en plein cœur du parc d'activité du Grand Verger, il est desservi par une route passante (D1006) et entouré d'entreprises à vocation majoritairement industrielle. Les cours d'eau de l'Hyères et de la Leysse passent à proximité (immédiate pour le premier) de la zone d'étude.

6.3 Patrimoine

6.3.1 Archéologie

Aucun site archéologique ou zone de présomption de prescription archéologique ne sont identifiés sur la commune ou à proximité du poste source.

6.3.2 Monuments historiques

Le poste source se situe à proximité de deux périmètres de protection au titre des abords de monuments historiques. Il n'est donc pas concerné par ces dispositions.

6.3.3 Sites inscrits et sites classés

On relève un immeuble classé (architecture industrielle) localisé à 600 m du poste source ainsi qu'un immeuble domestique classé situé à 750 m. Le poste source ne se situe pas dans le périmètre de protection (qui s'arrête à 130 m).

7 SANTE PUBLIQUE ET NUISANCES

7.1 Qualité de l'air

Atmo Auvergne-Rhône-Alpes est l'observatoire chargé de la surveillance de la qualité de l'air de la région Auvergne Rhône-Alpes. Trois stations fixes de mesures sont présentes à et autour de Chambéry. Atmo AURA y estime que la qualité de l'air y est moyenne les trois quarts de l'année. Les axes routiers comme l'autoroute A41 et A43 ou la N201, très fréquentés, sont des axes générant une certaine pollution au dioxyde d'azote atteignant la qualité de l'air (plutôt mauvaise). Les polluant majoritaires sont le dioxyde d'azote (NO2) et l'ozone (O3).

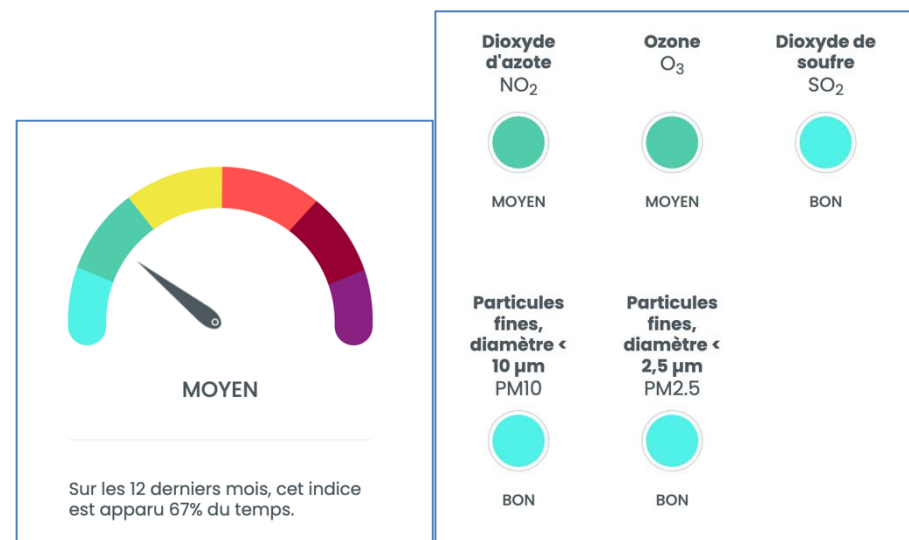


FIGURE 24 : QUALITE DE L'AIR AU 20 MARS 2024 À CHAMBERY, ATMO AURA

7.2 Bruit et ambiance lumineuse

7.2.1 Contexte actuel du territoire

7.2.1.1 Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) - 3^{ème} échéance

Le PPBE de l'État troisième échéance a été approuvé par l'arrêté préfectoral DDT/SEEF Savoie n°2019-0530 du 11 juin 2019.

Ce document synthétise les mesures de lutte contre le bruit prévues pour les infrastructures de transport terrestres suivantes :

- les routes nationales concédées : A41 Nord – A41 Sud – A43 et A430 ;
- les routes nationales non concédées : RN201 (VRU) et RN90 ;
- la ligne ferroviaire n° 900000 Culoz-Modane.

Le projet de PPBE de l'État, 3^{ème} échéance, est le fruit d'une collaboration entre les services de l'État (DDT, DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, DIR Centre-Est et CEREMA Direction Territoriale Centre-Est), SNCF Réseau et la société concessionnaire d'autoroutes AREA.

Il a fait l'objet d'une consultation du public d'une durée de 2 mois du 23 septembre au 25 novembre 2019.

La 4^{ème} échéance (2024-2029) relative aux infrastructures routières départementales de la Savoie sera soumise à l'avis du public pendant 2 mois à compter du 15 avril 2024 et jusqu'au 15 juin 2024.

7.2.1.2 Cartes stratégiques du bruit de la Savoie

Source : <https://carto2.geo-ide.din.developpement-durable.gouv.fr/frontoffice/?map=6893786b-384f-4206-a8c5-cb9fe6633f22>

Selon les cartes stratégiques du bruit dans le département de la Savoie, la commune est exposée au bruit lié au passage de l'autoroute. Ces bruits, diurnes et nocturnes, peuvent incommoder les habitants jusqu'à plusieurs centaines de mètres autour de l'axe routier en question. Ces bruits peuvent provoquer des troubles du sommeil ou des troubles de la concentration et impactent surtout les personnes plus sensibles comme les enfants, les femmes enceintes ou les personnes âgées.

Le Préfet de Savoie a approuvé, le 1er juillet 2022, par l'arrêté préfectoral DDT/SEEF/ECV n° 2022-0570, les cartes de bruit stratégiques des infrastructures routières (dont le trafic annuel est supérieur à 3 millions de véhicules) et ferroviaires (dont le trafic annuel est supérieur à 30 000 passages de trains par an) dans le département de la Savoie, au titre de la quatrième échéance de la directive européenne.

Le poste source est situé dans les zones susceptibles d'être impactées par le bruit d'axes routiers importants, notamment l'avenue du Grand Verger.

7.2.1.3 Ambiance lumineuse

D'après les données disponibles sur le site [lightpollutionmap](https://lightpollutionmap.org/), la commune est fortement concernée par la pollution lumineuse. Lors des périodes nocturnes, l'éclairage public et l'influence des agglomérations génèrent de fortes nuisances sur la commune et le poste source. Ces nuisances sont sensiblement moins fortes en période diurne. Les habitants et la faune locale sont donc moyennement à fortement impactés par ce phénomène.

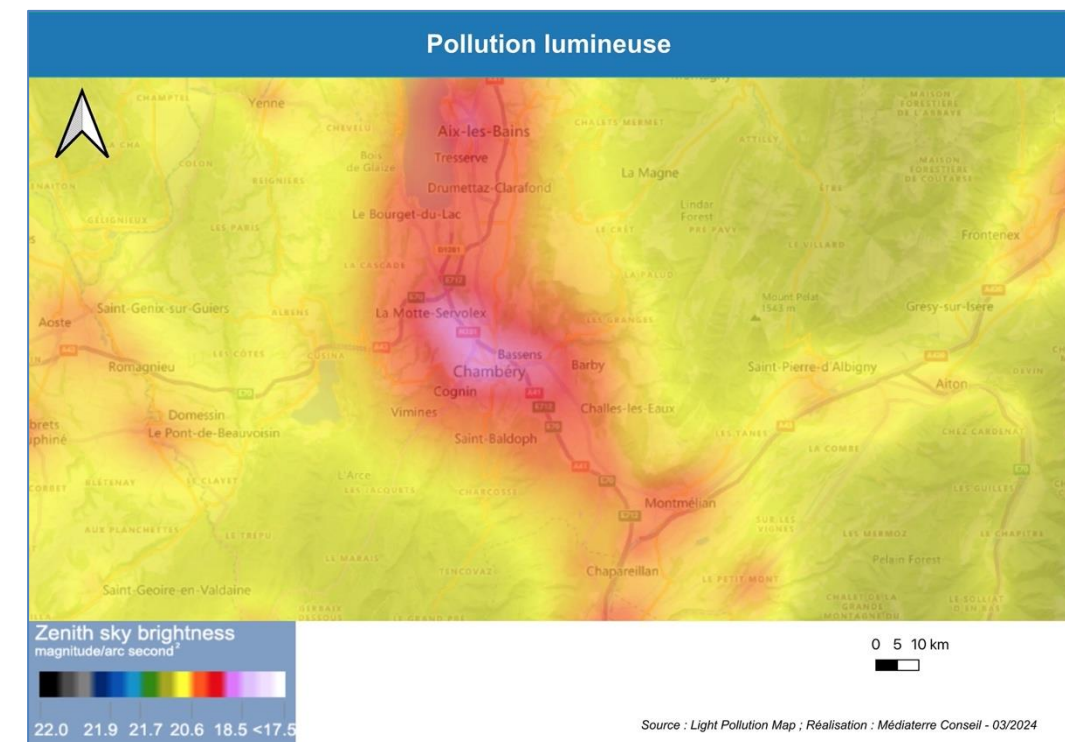


FIGURE 25 : CARTOGRAPHIE DE LA POLLUTION LUMINEUSE

8 RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

8.1 Risques naturels

8.1.1 Feux de forêt

L'aléa feux de forêt est faible au sein de la commune de Chambéry selon la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes. Celle-ci précise que « les principes d'actions de prévention de ce risque consistent notamment à une meilleure prise en compte du risque dans les documents d'urbanisme et l'application du droit des sols ainsi qu'à un aménagement des massifs et des interfaces habitat-forêt. La mise en œuvre de Plans de Prévention des Risques Incendies de Forêt (PPRiF) est réservée aux territoires présentant des niveaux d'aléa ou de vulnérabilité des enjeux les plus importants. Les aménagements de massifs forestiers et des interfaces habitat-forêt (débroussaillage, aménagement de points d'eau et de voie d'accès) constituent également des leviers d'action efficaces pour lutter contre ce risque ».

8.1.2 Séisme

Le risque sismique désigne la combinaison entre l'aléa sismique, les biens et les populations qui y sont soumises, et leur vulnérabilité face à cet aléa. En fonction des situations géodynamiques, politiques, sociales et économiques, le risque sismique dans le monde est très variable, selon les régions considérées. Le risque sismique informe sur la probabilité et l'intensité des événements de séisme. Un séisme ou « tremblement de terre » est une fracture brutale des roches en profondeur, due à une accumulation d'une grande quantité d'énergie, créant des failles dans le sol et se traduisant en surface par des vibrations du sol transmises aux bâtiments.

Depuis le 22 octobre 2010, la France dispose d'un nouveau zonage sismique divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante (articles R.563-1 à R.563-8 du code de l'environnement, modifiés par le décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010, et article D.563-8-1 du code de l'environnement, créé par le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010).

L'ensemble de la commune de Chambéry est situé en zone de **sismicité 3 (sismicité modérée)**.

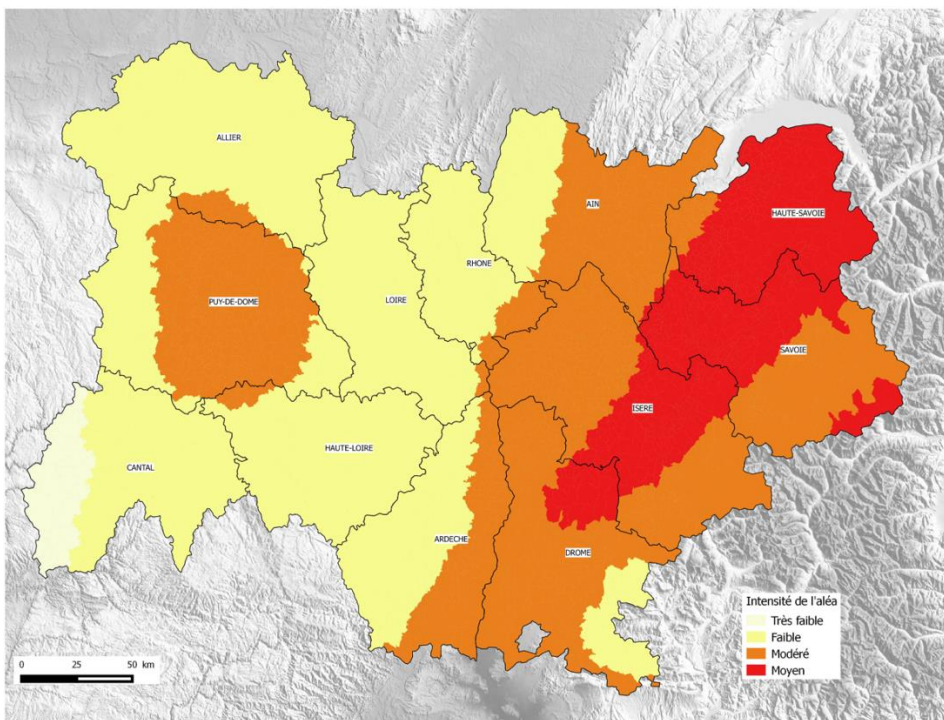


FIGURE 26 : COMMUNES EXPOSEES AU RISQUE SISMIQUE

Source : DREAL Auvergne-Rhône-Alpes – juin 2016

8.1.3 Inondation

La commune fait partie du territoire à risque d'inondation (TRI) de Chambéry. Elle est concernée par le PPRI du Bassin Chambérien approuvé le 28 juin 1999. Néanmoins, la construction d'une clôture autour du poste-source **n'est pas sujet à interdiction quant au règlement du PPRI**, car il rentre dans la catégorie autorisée : « les équipements de service public ou d'intérêt général (transformateur EDF, boîte PTT, toilettes publiques, mobiliers urbains, voirie, réseaux, station d'épuration...) [...] supportant l'inondation et ne constituant pas d'obstacle à l'écoulement ou à l'expansion des crues ». Cet aménagement n'aura pas d'impact sur le risque d'inondation.

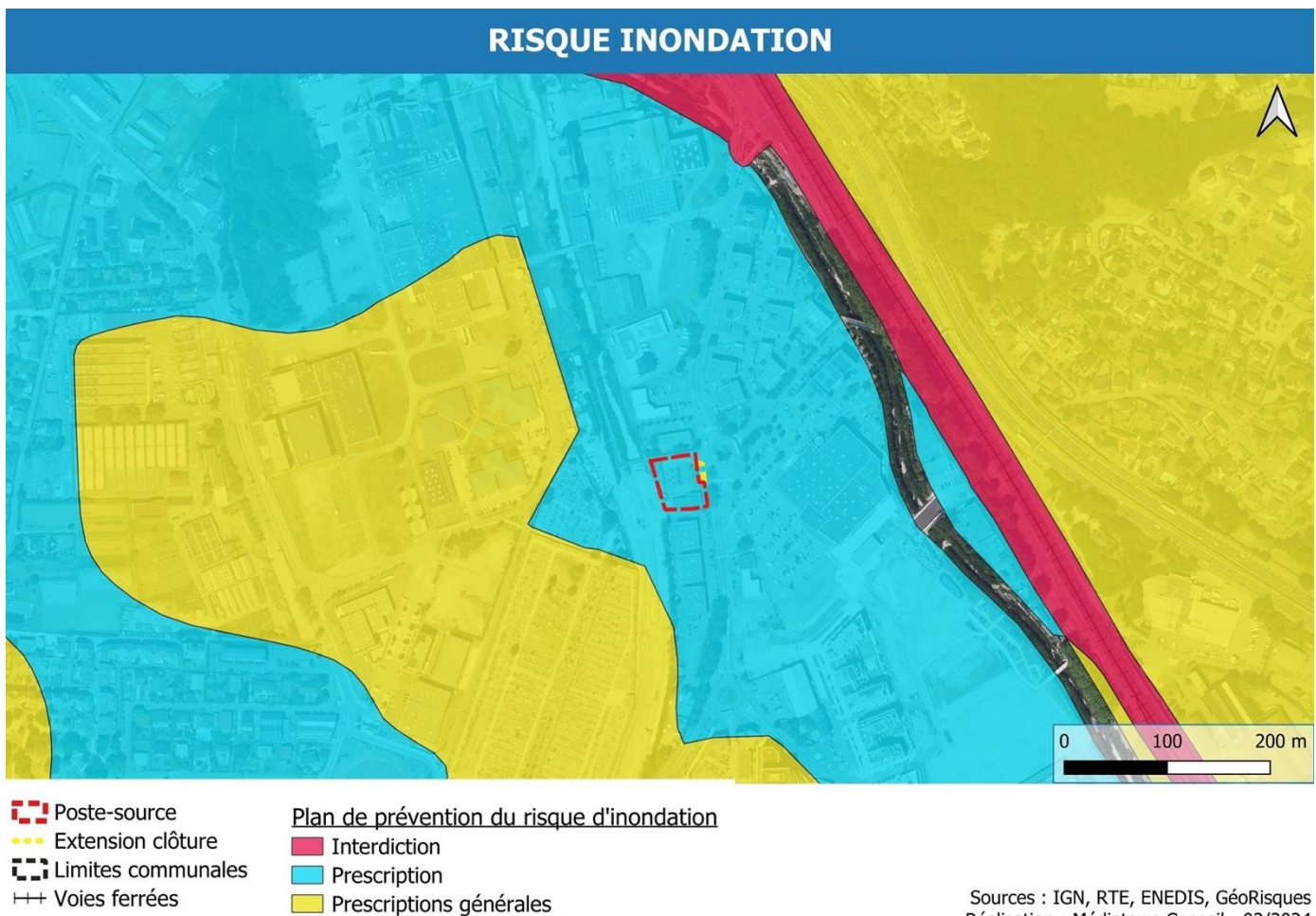


FIGURE 27 : CARTOGRAPHIE DU RISQUE INONDATION

Les nappes phréatiques sont dites « libres » lorsqu'aucune couche imperméable ne les sépare du sol.

Elles sont alimentées par la pluie, dont une partie s'infiltre dans le sol et rejoint la nappe. Lorsque l'eau de pluie atteint le sol, une partie est évaporée. Une seconde partie s'infiltre et est reprise plus ou moins vite par l'évaporation et par les plantes. Une troisième s'infiltre plus profondément dans la nappe. Après avoir traversé les terrains contenant à la fois de l'eau et de l'air, elle atteint la nappe où les vides de roche ne contiennent plus que de l'eau, et qui constitue la zone saturée. On dit que la pluie recharge la nappe. Si des éléments pluvieux exceptionnels surviennent et engendrent une recharge exceptionnelle, le niveau de la nappe peut atteindre la surface du sol. La zone non saturée est alors totalement envahie par l'eau lors de la montée du niveau de la nappe : c'est l'inondation par remontée de nappe. On conçoit que plus la zone non saturée est mince, plus l'apparition d'un tel phénomène est probable. On appelle zone « sensible aux remontées de nappes » un secteur dont les caractéristiques d'épaisseur de la Zone Non Saturée, et de l'amplitude du battement de la nappe superficielle, sont telles qu'elles peuvent déterminer une émergence de la nappe au niveau du sol, ou une inondation des sous-sols à quelques mètres sous la surface du sol.

L'aire d'étude est concernée par l'aléa remontée de nappe. L'aménagement d'une clôture n'aura pas d'impact sur ce phénomène.

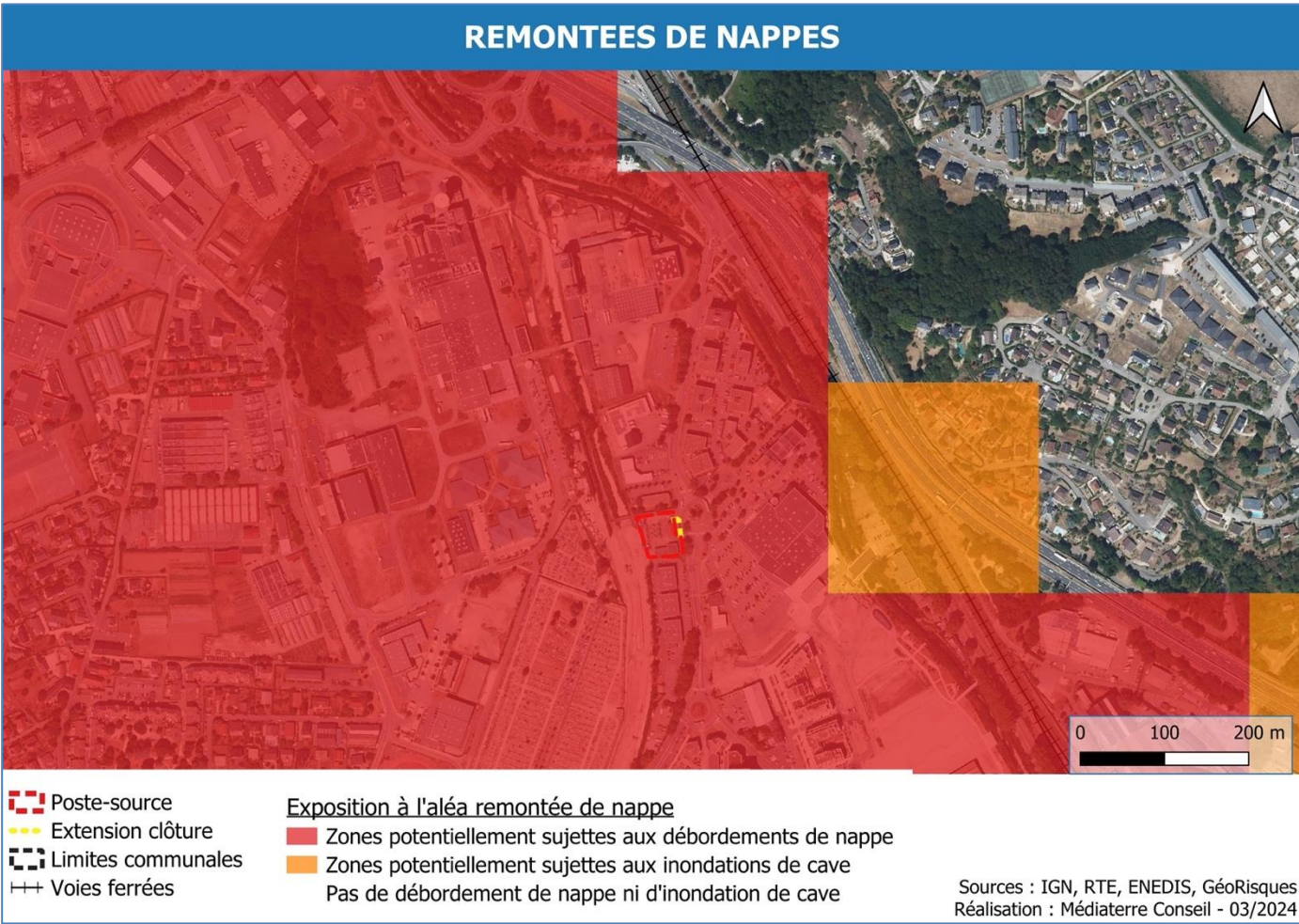


FIGURE 28 : REMONTEE DE NAPPES

8.1.4 Mouvement de terrain

8.1.4.1 Mouvement de terrain

Les mouvements de terrain regroupent un ensemble de déplacements, plus ou moins brutaux, du sol ou du sous-sol, d'origine naturelle ou anthropique. Les déplacements peuvent être lents (quelques millimètres par an) ou très rapides (quelques centaines de mètres par jour). On distingue :

- Les mouvements lents et continus tels que les phénomènes de retrait-gonflement des argiles et les glissements de terrain le long d'une pente ;
- Les mouvements rapides et discontinus tels que les effondrements de cavités souterraines naturelles ou artificielles, les chutes de bloc ou encore les coulées boueuses et torrentielles.

Selon *Géorisques*, des **mouvements de terrain ont été détectés sur la commune** ou à proximité immédiate en 1996. **Le risque reste faible.**

8.1.4.2 Aléa retrait gonflement des argiles

Les sols présentent des prédispositions plus ou moins importantes aux mouvements différentiels de terrain consécutifs au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux. Ces derniers, sous l'alternance de périodes très contrastées (humidité-sécheresse,) subissent des variations de volume.

Ainsi, lors de sécheresse prononcée et/ou durable, la diminution de la teneur en eau des argiles génère un phénomène de retrait (apparition de fissures et une réduction du volume de ces dernières). Lors des premières pluies, la réhydratation des argiles engendre un gonflement, provoquant des tassements localisés, et/ou différentiels préjudiciables aux constructions. La cinématique et l'amplitude des déformations rendent ce phénomène sans danger pour les humains.

Selon *Géorisques*, le poste-source est concerné par **l'aléa retrait et gonflement des argiles jugé faible**.

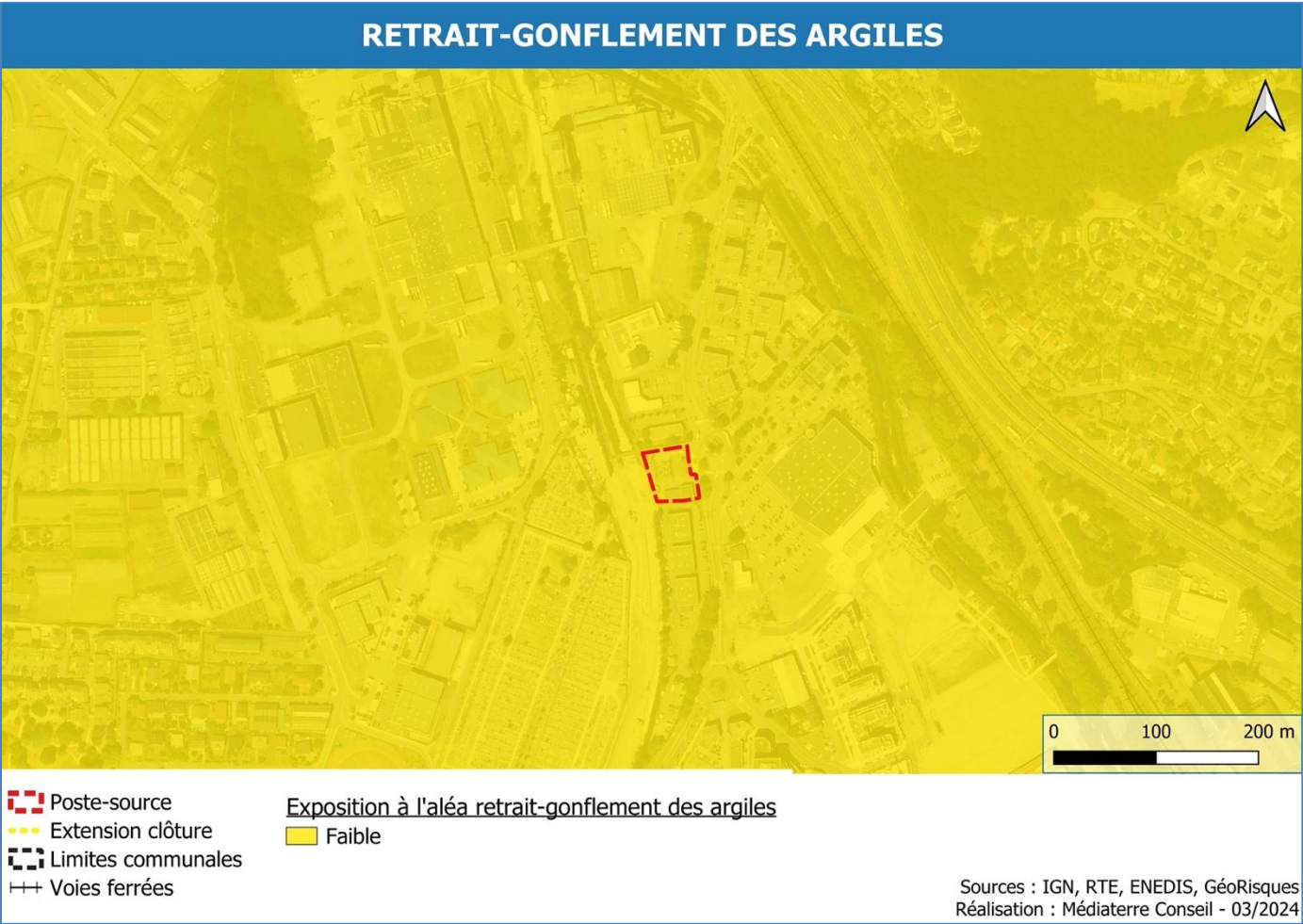


FIGURE 29 : RETRAIT-GONFLEMENT DES ARGILES

8.2 Risques technologiques

8.2.1 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

Le risque industriel est un évènement accidentel se produisant sur un site industriel et entraînant des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens et l'environnement. Afin d'en limiter la survenue et les conséquences, les établissements les plus dangereux sont soumis à une réglementation stricte et à des contrôles réguliers. Il s'agit des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Elles sont soumises à un de ces trois régimes en fonction de leur potentiel d'impact :

- **Déclaration** : démarche simplifiée mise en place pour les établissements de petite taille et ayant peu d'incidence sur l'environnement.
- **Enregistrement** : démarche intermédiaire qui équivaut à une demande d'autorisation simplifiée qui ne nécessite pas d'étude de danger ou d'impact.
- **Autorisation** : démarche longue et complexe que doivent réaliser les installations de grande taille et/ou engendrant des impacts et risques importants sur l'environnement qui l'entoure. Cette procédure exige l'élaboration d'études de danger et d'impact ainsi que la réalisation d'une enquête publique.

Les ICPE soumises à autorisation présentant des quantités de produits dangereux dépassant les seuils fixés dans la directive européenne *Seveso*, sont soumises à une réglementation plus stricte. Ce sont les établissements classés **SEVESO**. Ils doivent répondre à des exigences particulières : obligation de réaliser des études de dangers, obligation de réaliser des plans de secours et d'informer les populations, etc...

Ces sites SEVESO font parfois l'objet de **Plan de Prévention de Risques Technologiques (PPRT)** pour permettre comme dans le cas des PPRN, la protection des biens et des personnes en maîtrisant l'urbanisation. Le PPRT vaut servitude d'utilité publique.

Trois ICPE sont situées à proximité relative du site, la plus proche étant à plus de 140m du poste source.

Nom	Régime	Distance
Lacroix SA	Non-Seveso	140 m
FYSOL SAS	Non-Seveso	225 m
Saint-Gobain Technicals Fabrics	Non-Seveso	255 m

8.2.2 Sites et sols pollués

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pour les personnes ou l'environnement. Ces situations sont souvent dues à d'anciennes pratiques sommaires d'élimination des déchets, mais aussi à des fuites ou à des épandages de produits chimiques, accidentels ou pas. Il existe également autour de certains sites des contaminations dues à des retombées de rejets atmosphériques accumulés au cours des années voire des décennies. La pollution présente un caractère concentré, à savoir des teneurs souvent élevées et sur une surface réduite (quelques dizaines d'hectares au maximum). Elle se différencie des pollutions diffuses, comme celles dues à certaines pratiques agricoles ou aux retombées de la pollution automobile près des grands axes routiers. La base de données, sous l'égide du ministère chargé de l'environnement, récolte et conserve la mémoire de milliers de « sites et sols pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif ».

Un seul site ou sol pollué se situe à proximité du poste source, à 250 m. Il s'agit du site de Saint-Gobain Adfors (ex-VETROTEX).

8.2.3 CASIAS

L'inventaire des anciens sites industriels et activités de service, conduit systématiquement à l'échelle départementale depuis 1994, alimente la base de données nationale CASIAS (Carte des Anciens Sites Industriels et Activités de Service, ex-BASIAS).

Plusieurs sites CASIAS sont recensés sur la commune et à proximité du site d'étude :

- Trois sont notamment assez proches du poste source. Deux sont situés sur le site d'un hypermarché, l'un à 70 m et l'autre à 100 m. Le troisième site est situé à 150 m et sert à la fabrication des émulsions de bitumes.
- Plusieurs autres CASIAS sont à noter au Nord du poste-source, à environ 200 m. Elles concernent des entrepôts de produits chimiques, inflammables et d'hydrocarbures.

L'ajout d'une clôture ne générera pas de pollution supplémentaire.

8.2.4 Industries rejetant des polluants

La Direction Générale de la Prévention des Risques du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires recense les principaux rejets et transferts de polluants dans l'eau, l'air et les déchets déclarés par certains établissements à savoir :

- les principales installations industrielles ;
- les stations d'épuration urbaines de plus de 100 000 équivalents habitants ;
- certains élevages.

Le Registre national des Emissions Polluantes est mis à jour 2 fois par an et ces données sont mises à disposition du grand public.

Une des entreprises classées ICPE est également recensée dans ce registre, il s'agit de FYSOL SAS (stockage de produits chimiques, hydrocarbures et produits inflammables), qui est située à 225 m du poste.

8.2.5 Les Secteurs d'Information sur les Sols (SIS)

La Loi ALUR a renforcé l'information sur la pollution des sols par la création de Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) (articles L.125-6 et R.125-41 à 47 du code de l'environnement). Ces secteurs « comprennent les terrains où la connaissance de la pollution des sols justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publique et l'environnement » (article L.125-6 du code de l'environnement).

Trois secteurs sur la commune de Chambéry sont recensés comme SIS. Aucun ne se trouve à proximité du poste source.

8.2.6 Transport de matières dangereuses

Une matière est dite dangereuse par ses propriétés physiques, chimiques ou les réactions qu'elle peut provoquer, pouvant ainsi présenter un danger grave pour l'humain et/ou son environnement. Cette substance peut être inflammable, toxique, explosive, corrosive ou radioactive.

Le risque de transport de matières dangereuses (TMD) est consécutif à un accident se produisant lors du transport de matières dangereuses par voies routières, ferroviaires, maritimes ou fluviales ou par canalisation. En France et de manière générale en Europe, les transports de matières dangereuses sont peu impliqués dans les accidents majeurs. Ils sont entourés d'un maximum de mesures de précaution et d'une attention constante.

Dans le cas d'un accident engendrant une explosion, les conséquences d'un tel évènement peuvent se faire sentir dans un rayon jusqu'à 350 mètres. Mais si celui-ci générerait un nuage toxique, selon l'intensité du vent et la densité du produit, alors ce nuage pourrait s'étendre à plusieurs centaines de kilomètres.

Ce risque peut être porté par les infrastructures de transport routier et ferroviaire.

Aucune canalisation transportant des matières dangereuses ne passe à proximité du poste source. Néanmoins, les axes routiers principaux comme l'A41, l'A43 et la N201, à proximité directe du poste source, peuvent être fréquentés par des véhicules transportant ces matières et constituer un risque sur les alentours.

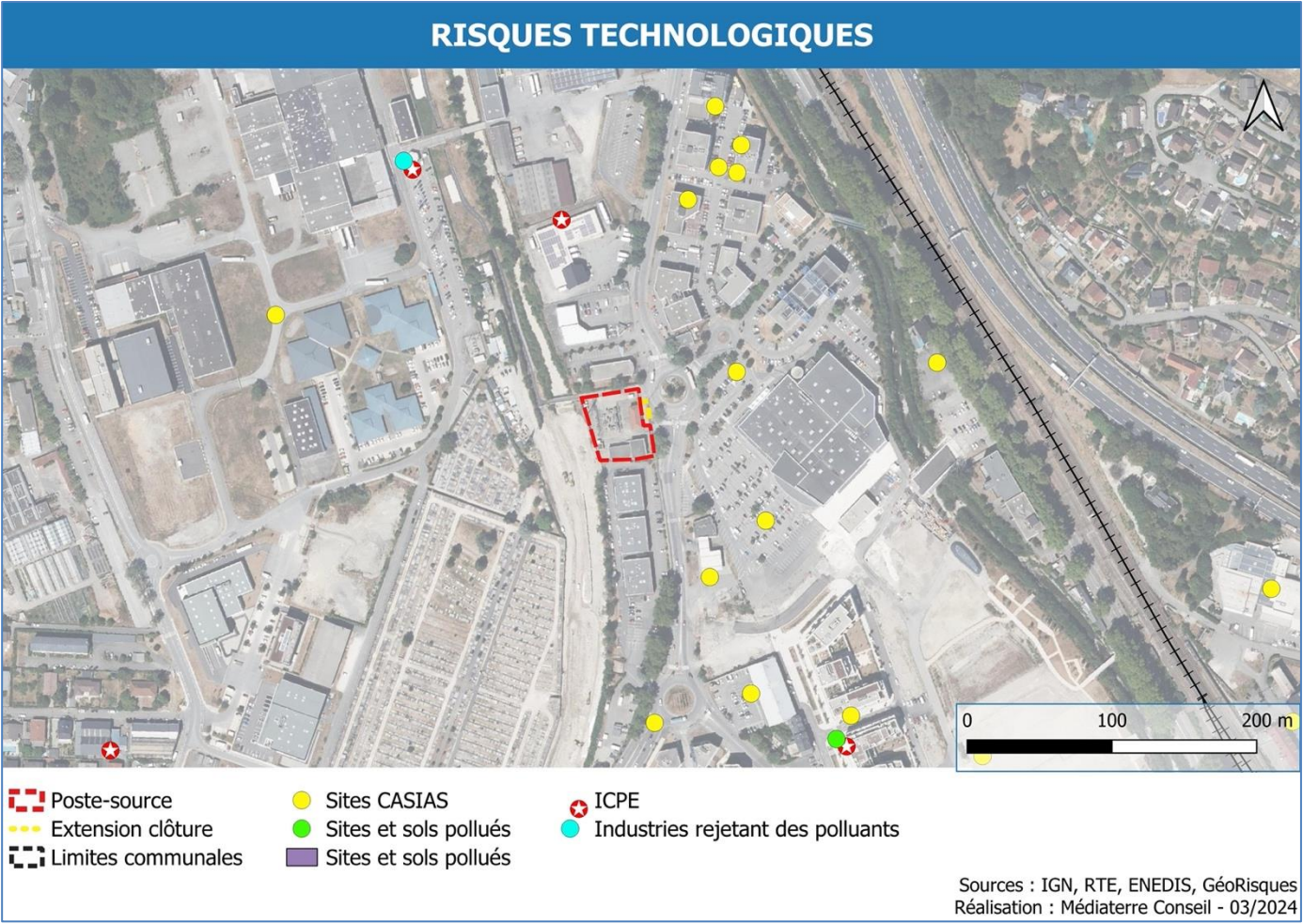


FIGURE 30 : SYNTHÈSE DES RISQUES TECHNOLOGIQUES À PROXIMITÉ DU POSTE SOURCE

9 DOCUMENTS DE PLANIFICATION

9.1 Contexte administratif

Le territoire d'étude se situe sur la commune de Chambéry, dans le département de la Savoie et qui fait partie de la communauté d'agglomération Grand Chambéry.

9.1.1 Compétences de la commune

Les compétences de la commune sont les suivantes :

- ❖ Urbanisme
- ❖ Environnement
- ❖ Logement
- ❖ Ecoles préélémentaires et élémentaires

La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a renforcé les compétences optionnelles et obligatoires transférées de la commune à la communauté de communes.

9.2 Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Rhône-Méditerranée

Source: https://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/sites/siarm/files/content/202205/aermc_2022_sdage_rm_interactif_bigbang_leger.pdf

Le SDAGE du Bassin Rhône-Méditerranée a été approuvé par arrêté préfectoral du 21 mars 2022 et est entré en vigueur 4 avril 2022 pour la période 2022-2027. Il définit la politique à mener pour stopper la détérioration et retrouver un bon état de toutes les eaux, cours d'eau, plans d'eau, nappes souterraines et eaux littorales. Il couvre principalement cinq régions (Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes, Franche Comté et Bourgogne en partie) et 23 départements dont celui de la Savoie.

La Savoie est concernée par 5 principaux objectifs ressortant du SDAGE Bassin Rhône-Méditerranée qui sont directement reliées aux questions importantes identifiées lors de l'état des lieux du bassin ou issues d'autres sujets concernant l'eau devant être traités par le SDAGE.

- S'adapter aux effets du changement climatique : Prévenir la mal-adaptation des nouveaux aménagements et infrastructures afin que ceux-ci soient conçus en « gardant raison et en se projetant sur le long terme » quant à la modification des régimes hydrologiques et aux tensions sur la ressource en eau disponible ;
- Préserver et restaurer les milieux aquatiques : Retrouver les fonctions écologiques et hydrauliques des cours d'eau et des zones humides sur lesquels les aménagements réalisés font pression en favorisant le maintien des zones d'expansion des crues ;
- Lutter contre les pollutions : Réduire l'impact des activités industrielles, artisanales et agricoles sur les cours d'eau ;
- Protéger la ressource en eau potable : Les alluvions de la plaine de Chambéry et de l'Isère combe de Savoie sont classées comme des ressources « stratégiques » pour l'alimentation en eau potable car préservées à ce jour et à forte potentialité quantitative et qualitative pour la satisfaction des besoins futurs ;
- Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir : Certains bassins versants de Savoie sont identifiés comme fragiles lorsqu'on compare la ressource disponible aux besoins en eau du territoire, c'est le cas du **bassin versant du lac du Bourget**.

9.3 Contrats de Milieux

L'aire d'étude n'est concernée par aucun contrat de milieu.

9.4 Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux

La commune de Chambéry n'est concernée par aucun SAGE.

9.5 Schéma de Cohérence Territoriale

Le schéma de cohérence territoriale (SCoT) est l'outil de conception et de mise en œuvre d'une planification intercommunale. Il est destiné à servir de cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles, notamment celles centrées sur les questions d'habitat, de déplacements, de développement commercial, d'environnement, d'organisation de l'espace et d'assurer la cohérence entre les réponses apportées à ces enjeux.

La Savoie est concernée par la mise en place de 4 SCoT : celui de la Tarentaise Vanoise, de l'Avant-Pays Savoyard, d'Arlysère et de la **Métropole Savoie**.

Le **SCoT Métropole Savoie** révisé a été approuvé par le Comité syndical lors de la séance du 08 février 2020. La modification simplifiée n°1 a été approuvée le 23 octobre 2021. Les principales orientations sur SCoT sont les suivantes :

- Accompagner le territoire face à une trajectoire démographique élevée qui requiert agilité et inventivité ;
- Un projet ancré dans une recherche permanente de réduction de son empreinte écologique ;
- Un projet bâti sur un positionnement au carrefour du sillon alpin et de l'axe Lyon-Turin ;
- Un projet fondé sur une offre de mobilité hiérarchisée, complémentaire, et au service d'objectifs transversaux (urbanisme, qualité de l'air, économie, tourisme, attractivité) ;
- Faire de l'économie une composante importante par rapport à la vision portée par le SCoT de 2005.

9.6 Plan Local d'Urbanisme

9.6.1 Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Habitat et Déplacements de Grand Chambéry

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Habitat et Déplacements (PLUiHD) de Grand Chambéry a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire le 18 décembre 2019. La dernière procédure a été approuvée le 16 février 2024.

9.6.1.1 Zonage

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006074075/LEGISCTA000031719999/

Le poste source est classé en **zone UCA**, à savoir **zone urbaine du cœur d'agglomération**. Les zones urbaines concernent les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Conformément aux articles R111-3, R111-5, R111-15 et R111-28 du code de l'urbanisme les conditions suivantes s'appliquent aux constructions admises en **zone U** :

→ Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est susceptible, en raison de sa localisation, d'être exposé à des nuisances graves, dues notamment au bruit ;

→ Le projet peut être rejeté s'il manque d'accès adaptés ou si ceux-ci posent un risque pour la sécurité, en tenant compte de la circulation et de l'accès aux engins anti-incendie. De plus, il peut être refusé ou conditionnellement accepté avec des exigences spécifiques si les accès présentent des dangers pour la sécurité des usagers des voies publiques ou des personnes utilisant ces accès, en considérant la position, la configuration et l'intensité du trafic ;

→ Une distance d'au moins trois mètres peut être imposée entre deux bâtiments non contigus situés sur un terrain appartenant au même propriétaire ;

→ Dans les secteurs déjà partiellement bâtis, présentant une unité d'aspect et non compris dans des programmes de rénovation, l'autorisation de construire à une hauteur supérieure à la hauteur moyenne des constructions avoisinantes peut être refusée ou subordonnée à des prescriptions particulières.

9.6.1.2 Emplacements réservés (ER) et Espace Boisé Classé (EBC).

Il n'y a pas d'ER ou d'EBC sur l'aire d'étude.

9.6.1.3 Carte du PLU

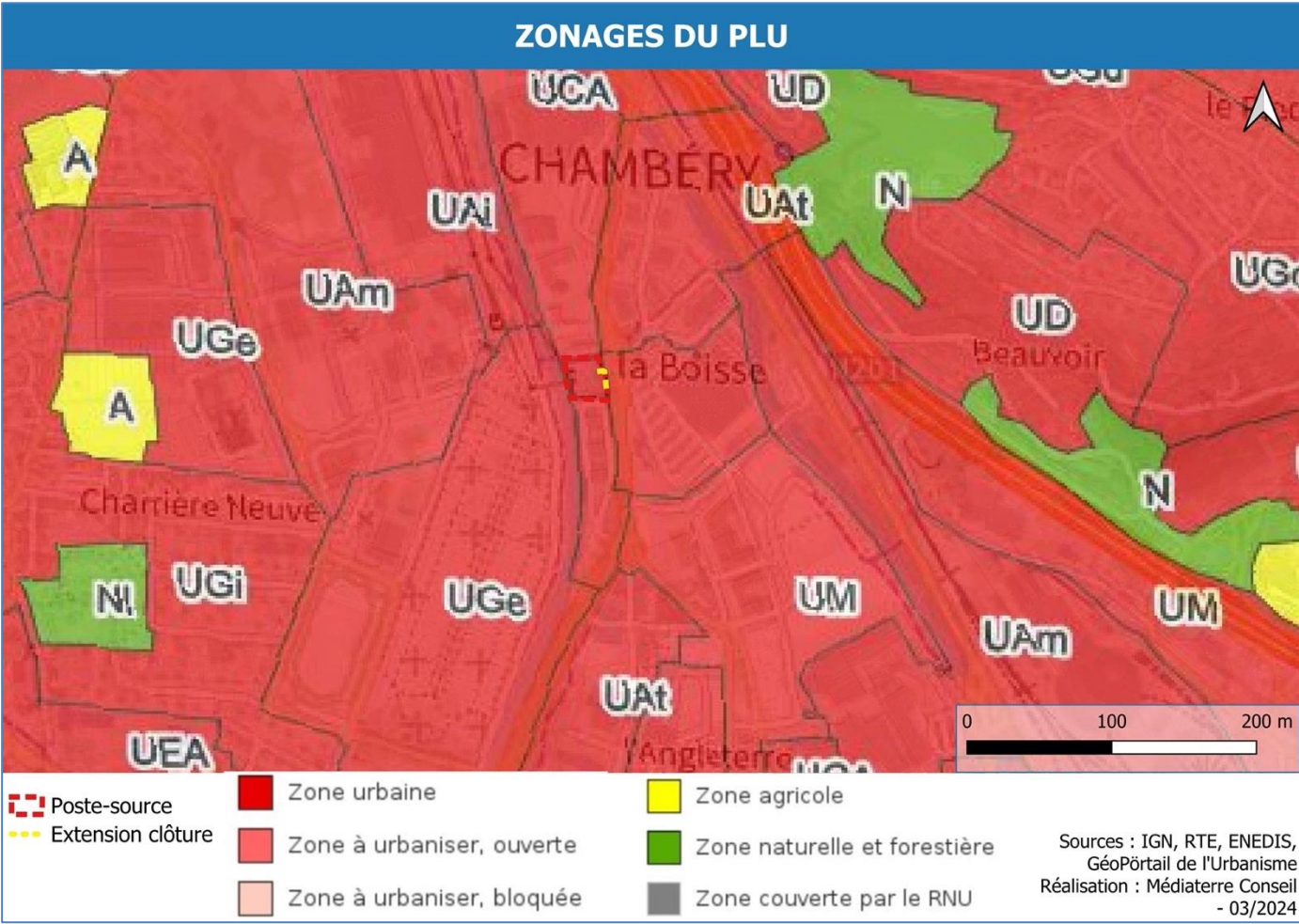


FIGURE 31 : EXTRAIT DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL DE GRAND CHAMBERY

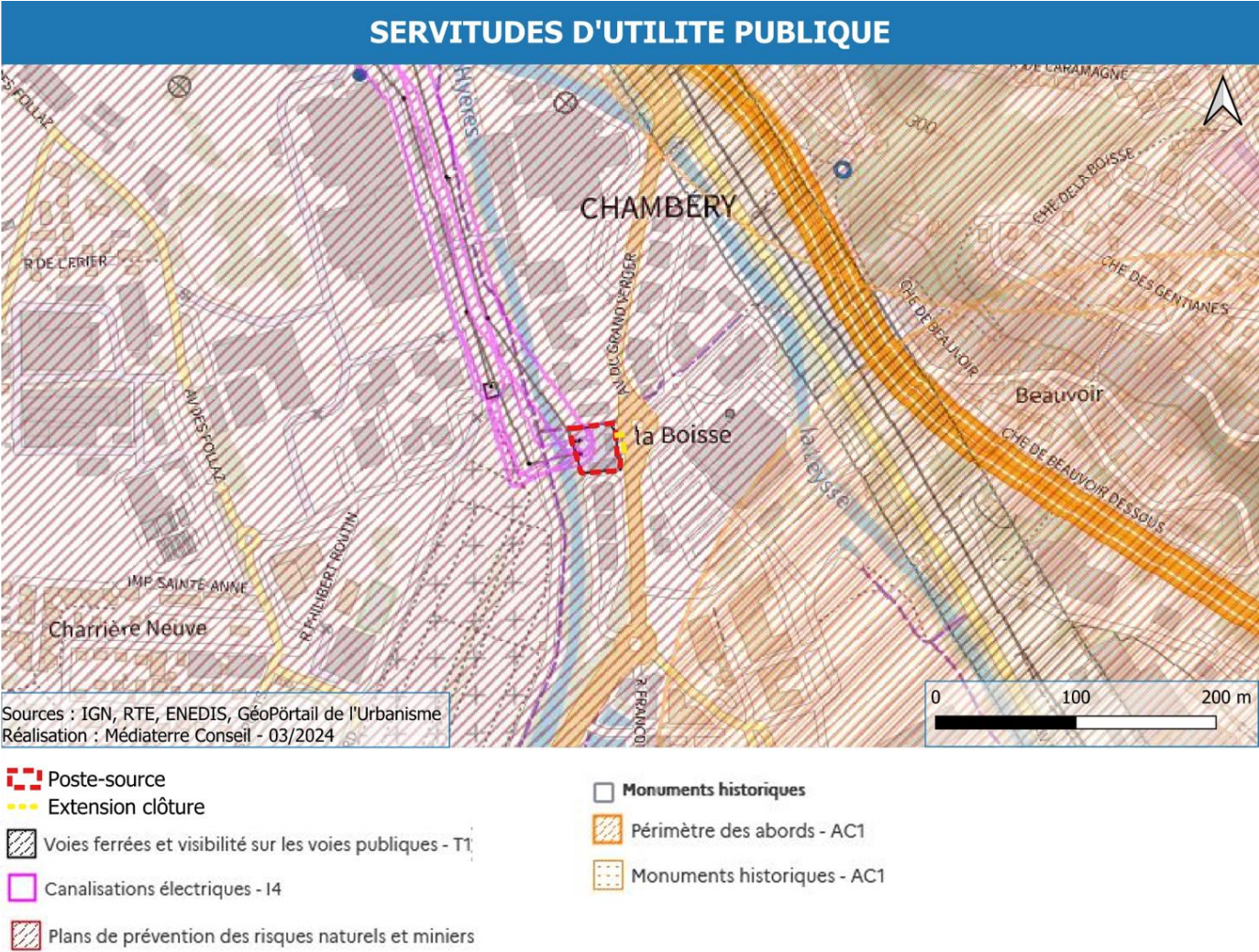


FIGURE 32 : SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

9.6.2 Servitudes d'utilité publique

Plusieurs servitudes d'utilité publique sont présentes au droit du projet, concernant :

- Le patrimoine culturel,
- Les ressources et équipements : énergie (électrique) et communication (transport ferroviaire),
- La sécurité publique.

10 SYNTHÈSE DES ENJEUX

Les enjeux environnementaux ont été hiérarchisés en trois niveaux. :

Enjeu nul	Enjeu Faible	Enjeu moyen	Enjeu fort
-----------	--------------	-------------	------------

MILIEU	THEMATIQUE	SENSIBILITE	Hiérarchisation des enjeux
MILIEU PHYSIQUE	<i>Climat</i>	Climat montagnard aux influences océanique, méditerranéenne et continentales : la température décroît rapidement en fonction de l'altitude.	
	<i>Topographie et géologie</i>	Topographie relativement plane sur le secteur envisagé. La zone est concernée par des alluvions actuelles et récentes, anciennes interglaciaires, ainsi que par des dépôts glaciaires et fluvio-glaciaires.	
	<i>Hydrogéologie</i>	Deux masses d'eau souterraines traversent le poste source. L'une (FRDG304) est composée d'alluvions graveleuses (graviers, sables) poreuses. L'autre (FRDG511) est composée de molasse à écoulement mixte.	
	<i>Hydrologie</i>	Deux cours d'eau passent à proximité du poste source : celui de l'Hyères à l'Ouest du poste source et de la Leysse à l'Est. Un réservoir-bassin est présent à proximité de la rive Ouest de la Leysse	
MILIEU NATUREL	<i>Inventaire de protection</i>	Aucune ZNIEFF ne se trouve à proximité du poste source.	
	<i>Protection contractuelle</i>	L'aire d'étude est concernée par les PNA portant sur les chiroptères et le sonneur à ventre jaune. Aucun site Natura 2000 ne se trouve à proximité.	
	<i>Habitat/flore terrestre</i>	Pas d'espèce à enjeu fort identifiées. En revanche, des espèces exotiques envahissantes sont recensées sur le site d'étude.	
	<i>Faune terrestre</i>	Le Rougequeue noir et le Moineau domestique sont identifiées sur l'aire d'étude, de même que plusieurs espèces de chiroptères pouvant potentiellement gîter sur le site.	
	<i>Continuités écologiques</i>	La zone d'étude ne se trouve sur aucun corridor écologique ou réservoir de biodiversité d'après le SRADDET Auvergne Rhône-Alpes.	
ENVIRONNEMENT URBAIN	<i>Occupation du sol</i>	Le poste source occupe une zone de tissu urbain, plus particulièrement une zone industrielle et commerciale.	
	<i>Réseaux</i>	Présence de captage AEP à distance éloignée du poste source. Présences des lignes électriques à 63 kV.	
PAYSAGE ET PATRIMOINE	<i>Environnement paysager</i>	Industries, axes routiers.	
	<i>Archéologie</i>	Pas de site archéologique.	
	<i>Monuments historiques</i>	L'aire d'étude n'est pas incluse dans un périmètre protection de patrimoine inscrit.	
	<i>Sites inscrits sites classés</i>	Deux immeubles inscrit à distance éloignée du poste source (600 et 700 m), dont le périmètre de protection est localisé à 130 m.	

SANTÉ PUBLIQUE ET NUISANCES	<i>Qualité de l'air</i>	Qualité de l'air moyenne avec comme polluants principaux l'ozone et le dioxyde d'azote.	
	<i>Bruit et pollution lumineuse</i>	Pollution lumineuse moyenne à forte. Secteur impacté par les bruits routiers ou ferroviaires.	
RISQUES	<i>Inondation</i>	Aléa remontée de nappe : zone potentiellement sujette aux débordements de nappes.	
	<i>Feux de forêt</i>	Pas de risque de feux de forêt identifié sur la commune.	
	<i>Mouvement de terrain</i>	Aléa faible pour le retrait-gonflement des argiles. Pas de mouvement de terrain.	
	<i>Séisme</i>	Sismicité de niveau 3 soit une sismicité modérée.	
	<i>Risque industriel</i>	3 ICPE, 1 site ou sol pollué à proximité, 3 sites CASIAS à proximité du poste (<200 m).	
DOCUMENTS DE PLANIFICATION	<i>PLU</i>	Le projet est situé sur une zone de tissu urbain, plus particulièrement une zone industrielle et commerciale. Il est compatible avec le PLU.	
	<i>SCOT</i>	SCOT Métropole Savoie.	

FIGURE 33 : SYNTHÈSE DES SENSIBILITÉS ENVIRONNEMENTALES

11 MESURES ERC

Sont présentés dans cette partie les effets du projet sur l'environnement et la santé, ainsi que les principes de mesures d'évitement et de déduction qui pourront être mis en place. Ces mesures seront affinées sans les étapes ultérieures du projet.

11.1 Effets et mesures en phase de chantier

Les effets majeurs du chantier concernent, d'une part, la perturbation de la circulation et, d'autre part, les nuisances propres aux différentes phases de travaux : bruit, poussières, vibration...

L'objectif principal est de planifier et d'organiser le chantier tout en respectant l'environnement.

Dans les grandes lignes, cette organisation s'appuiera sur certains principes :

- la conservation des accès des riverains aux pourtours du site (maisons individuelles, commerces, équipements),
- un chantier nettoyé en permanence,
- un recours à des matériaux respectueux de l'environnement.

La gestion des déchets produits sur le chantier est un travail important à ne pas négliger.

11.1.1 Organisation générale de l'exécution des travaux

11.1.1.1 Horaires de chantier

❖ Mesures associées :

En tout premier lieu, il est rappelé que le calendrier du chantier et les horaires de travail respecteront les lois et les règlements en vigueur ainsi que les prescriptions préfectorales s'il y a lieu. De manière générale, les horaires de travaux seront situés entre 7h et 19h au plus tard.

Les travaux seront interdits les dimanches et jours fériés, ainsi que la nuit (21h-6h). Certains travaux pourront être exécutés de nuit si la tenue des délais de réalisation le nécessite ou s'il s'agit de travaux ne pouvant être réalisés de jour. Dans ces cas-là, toutes les autorisations nécessaires seront obtenues et les riverains seront systématiquement informés.

Les déplacements d'engins et l'embauche et la débauche du personnel aux heures de grande affluence seront évités dans la mesure du possible.

11.1.1.2 Effets liés à la sécurité du chantier

Les travaux se déroulant en bordure du domaine public, la sécurité du chantier concerne aussi bien le personnel travaillant sur les chantiers que les usagers de l'espace public.

En effet, les causes d'insécurité sont généralement dues à la confrontation entre engins de chantier, circulation générale et circulation piétonne. Les salissures et les chaussées rendues glissantes par les va-et-vient des engins sont également à noter.

❖ Mesures associées :

L'organisation du chantier et le phasage des travaux ont été étudiés de façon à limiter autant que possible les perturbations pour l'environnement, pour les usagers, de manière à maintenir les échanges et les communications et d'éviter les effets négatifs tels que perturbations de réseau, coupures d'accès, salissures etc.

Aucune mesure supplémentaire n'est à prévoir.

11.1.2 Effets liés aux déchets de chantier

Les travaux d'aménagement occasionneront la production de déchets de chantier et de débris divers (gravats,) et seront à l'origine de la production de déchets spéciaux (résidus de soudures, câblages, huiles, etc.), de déchets industriels banals (plastiques, métaux, bois, etc.) et de matériaux de déblais.

Les déchets de chantier peuvent engendrer des pollutions des sols et des eaux, un risque sanitaire, s'ils ne sont pas correctement gérés et éliminés.

❖ Mesures associées :

Il sera mis en place des procédures relatives à l'entretien des lieux de travaux et à l'acheminement des déchets.

Les principales mesures de gestion des déchets concernent :

- La mise en œuvre de dispositifs de tri et de collecte sélective des déchets (conteneurs, poubelles,) répartis sur le chantier ;
- Le nettoyage permanent du chantier et de ses abords ;
- L'élimination des déchets par une filière adaptée, selon leur nature (Schéma d'Élimination des Déchets) ;
- La réduction de la mise en décharge associée à un effort de valorisation et de recyclage des déchets. En particulier, les matériaux issus du décapage de terre végétale seront réutilisés intégralement en nappage des talus de remblais bermes et fossés enherbés ;
- L'évacuation des matériaux de déblais excédentaires vers une carrière locale pour un traitement (concassage et mise en dépôt des stériles) – favorisation d'une filière locale.
- L'organisation la collecte et le tri des déchets et emballages, en fonction de leur nature et de leur toxicité ;
- Le conditionnement hermétique des déchets ;
- La définition d'une aire provisoire de stockage quotidien des déchets générés par le chantier en vue de faciliter leur enlèvement ultérieur selon les filières appropriées ;
- prendre les dispositions nécessaires contre l'envol des déchets et emballages.

Les règles de propreté du chantier seront définies par le maître d'ouvrage, dans les pièces contractuelles des marchés de travaux.

11.1.3 Effets et mesures liés au milieu physique

11.1.3.1 Incidences sur le climat

Impact négligeable

Les moyens mécaniques mis en œuvre pour les travaux du projet seront à l'origine d'émissions polluantes, notamment de gaz à effet de serre (GES). Toutefois, ces émissions seront très localisées et limitées par les dispositions générales prises pendant les travaux.

Aucune mesure n'est à prévoir.

11.1.3.2 Incidences sur les eaux souterraines et superficielles

Impact faible

Le cours d'eau de l'Hyères passe à proximité immédiate du poste source. Les travaux envisagés se situent néanmoins du côté de la voirie (avenue du Grand Verger), à 50 m du cours d'eau. La zone peut être évidemment sujette au ruissellement lors des précipitations. Deux nappes souterraines traversent la zone, leur type d'écoulement est poreux et mixte. Non exploitée, elle reste néanmoins vulnérable aux pollutions.

❖ Mesures associées :

Huiles, graisses et hydrocarbures :

- les véhicules et engins de chantier devront justifier d'un contrôle technique récent et être bien entretenus (étanchéité des réservoirs et circuits de carburants, lubrifiants et fluides hydrauliques),
- les bases-vie du chantier seront installées loin des zones écologiquement sensibles, au niveau de zones non inondables (ou non facilement inondables) dans l'emprise du projet,
- les engins de chantier stationneront loin des zones écologiquement sensibles, au niveau de zones non inondables (ou non facilement inondables). Les vidanges, nettoyages, entretiens et ravitaillements des engins seront réalisés sur des emplacements spécialement aménagés à cet effet et imperméabilisés, à l'écart de la zone de travaux. Les produits de vidanges seront recueillis/évacués en fûts fermés vers des décharges agréées,
- interdiction de tout entretien ou réparation mécanique en dehors des aires spécifiquement dédiées,
- les substances non naturelles ne seront pas rejetées dans le milieu naturel et seront retraitées par des filières appropriées. Les terres souillées seront aussi évacuées/retraitées.

Des produits absorbants devront être disponibles sur le chantier afin de pouvoir intervenir immédiatement en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures ou d'huiles de moteur dans les cours d'eau.

Eaux sanitaires

Si les aires de chantier ne sont pas reliées au réseau de collecte des eaux usées, elles devront être équipées de sanitaires (douches, WC) autonomes munies de cuves de stockage des effluents. Ces cuves seront régulièrement vidangées par une société gestionnaire.

11.1.4 Effets et mesures liés au milieu naturel et au paysage

11.1.4.1 Incidences sur les périmètres d'inventaire, de protection et de gestion concertée

Impact modéré

Il n'y a aucune ZNIEFF, zone Natura 2000, ENS, ou réservoir de biodiversité dans l'emprise du projet. L'aire d'étude inclut 2 PNA : Chiroptères et Sonneur ventre jaune. Des espèces de chiroptère et le Rougequeue noir et le Moineau sont néanmoins recensés sur l'aire d'étude, ces espèces sont susceptible de nicher voire de fréquenter la zone du poste source du fait de la présence d'un habitat favorable (fissures du bâti).

Des mesures seront à prévoir pour préserver les gîtes potentiels de ces espèces.

11.1.4.2 Incidences sur les habitats

Impact modéré

La destruction des habitats peut avoir lieu lors de la réalisation des travaux lors de la circulation des engins de chantier.

❖ **Mesures associées :**

Les travaux d'implantation de la clôture devront veiller à préserver les éléments du bâtiment favorables à la petite faune (fissures, toiture, ...) en l'état.

Aucuns travaux de comblement des fissures ne devront notamment être effectués sans l'accompagnement d'un écologue agréé.

11.1.4.3 Incidences sur la flore

Impact faible

- Les travaux pourront engendrer :
- **la destruction directe d'individus ;**
 - la destruction d'habitat d'espèce ;
 - **la dégradation d'habitat d'espèce**

Cependant toutes les espèces floristiques recensées présentent un enjeu de préoccupation mineure. Toutefois, des espèces exotiques envahissantes sont recensées sur l'aire d'étude.

❖ **Mesures associées :**

Aucune intervention sur la végétation ne doit être réalisée entre mars et août. De plus, une gestion de cette dernière et des éventuelles autres zones présentant des EVEC herbacées avant floraison (mai) est recommandée.

11.1.4.4 Incidences sur la faune

Impact modéré

La réalisation du projet d'implantation d'une clôture pourra générer des nuisances sonores et limiter l'accès des espèces de chiroptère, du Rougequeue noir et du Moineau domestique aux habitats présents sur le site. **Ces espèces sont soumises à réglementation.**

Par ailleurs, un certain nombre de déchets polluent le site. A noter que certains déchets peuvent constituer des pièges involontaires pour la faune sauvage.

❖ **Mesures associées :**

Un nettoyage préalable du site devra donc être réalisé.

11.1.4.5 Mesures ERC

❖ **Mesure R1 : Adaptation du calendrier des travaux en fonction de la phénologie des espèces**

Les travaux devront éviter les périodes de reproduction et de nidification.

❖ **Mesure R2 : Défavorisation écologique de la zone d'emprise**

L'objectif de cette mesure est de rendre la zone d'emprise défavorable à la territorialisation et au refuge de la petite et micro-faune locale. Tous blocs rocheux, pierres, souche de bois ou objets divers posés au sol devront être extraits de la zone d'emprise des travaux préalablement balisée. Cette opération se fera préférentiellement manuellement sous l'assistance d'un écologue herpétologue. Les matériaux ainsi extraits seront déposés en petits tas dans des endroits ne présentant pas d'enjeu de conservation afin de créer de petits gîtes favorables aux reptiles. Si l'emploi d'engin de chantier s'avère nécessaire pour le soulèvement de blocs rocheux, toutes les précautions d'usage devront être prises afin de s'assurer du levage délicat du matériaux et afin d'éviter tout écrasement ou destruction involontaire d'individus.

❖ **Mesure I1 : Respect des emprises du projet**

Afin d'éviter d'impacter les espaces naturels situés en dehors de l'emprise stricte du projet, le plan de chantier et le cahier des charges destinés aux sous-traitants devront clairement identifier les zones de travaux autorisées et les zones sensibles. Les opérations de dégagement d'emprises (débroussaillage et défrichage) seront limitées aux zones strictement nécessaires aux travaux tel qu'autorisé dans le permis de construire.

❖ **Mesure I2 : Proscription de l'apport de terres exogènes**

Dans le cadre de ce projet, il faudra éviter l'apport de terres exogènes au site afin de limiter l'introduction d'espèces végétales exotiques envahissantes voire d'un cortège d'espèces rudérales.

11.1.4.6 Incidences sur les réseaux secs et humides

Impact négligeable

Compte tenu de l'éloignement des captages AEP et BSS, l'implantation de la clôture n'aura pas d'incidence sur les réseaux secs et humides.

Aucune mesure n'est à prévoir.

[11.1.4.7 Incidences sur le paysage](#)

Impact négligeable

Le projet s'inscrit dans une zone déjà fortement urbanisée, à savoir sur une zone urbaine du cœur d'agglomération. Celle-ci est marquée par des axes routiers (N201, A41, A43) et de nombreuses activités industrielles et commerciales. Un poste électrique est déjà présent à proximité immédiate étant donné que le projet est une extension de poste. Ce projet n'induit pas un changement d'ambiance.

Aucune mesure n'est à prévoir.

[11.1.5 Effets et mesures liés à l'environnement urbain et aux nuisances](#)

[11.1.5.1 Incidences sur l'emploi](#)

Impact négligeable

Aucune mesure n'est envisagée.

[11.1.5.2 Incidences sur les activités économiques locales et sur les équipements](#)

La mise en place de l'extension de poste n'aura pas d'impact prévu sur ces thématiques.

Aucune mesure n'est à prévoir.

[11.1.5.3 Incidences sur le patrimoine](#)

Impact nul

Le projet n'est pas concerné par un périmètre de protection de monument historique, ni par un site inscrit ou classé, ni par une zone de présomption de prescription archéologique.

Aucune mesure n'est à prévoir.

[11.1.6 Effets et mesures liés à la qualité de l'air et à l'environnement sonore](#)

[11.1.6.1 Incidences sur la qualité de l'air](#)

Impact faible

Le projet impactera de façon très locale et temporaire la qualité de l'air. En effet, les travaux sont générateurs de poussières et d'odeurs. Celles-ci, peuvent être dispersées par les vents lors du transport de matériaux et par les camions. Les poussières générées peuvent ainsi se déposer sur la végétation et l'habitat de part et d'autre du chantier, et sont susceptibles, lorsqu'elles sont émises en grande quantité, de perturber la physiologie des plantes (moins de photosynthèse), salir les chaussées et bâtiments et troubler la visibilité des automobilistes. L'envol de poussières constitue principalement un désagrément et non une pollution proprement dite.

L'activité des engins de chantier et de transport de matériaux modifiera imperceptiblement et localement la qualité de l'air ambiant par le rejet de gaz d'échappement. Les émissions des engins de chantier correspondent à des émissions de moteur diesel, comparables à celles produites par la circulation sur les axes routiers adjacents ou périphériques. Ces émissions seront couvertes par celles issues du trafic automobile, qui représente une source plus conséquente.

Par ailleurs, un chantier est également source de nuisances olfactives. Ces dernières peuvent provenir d'odeurs de goudrons, de fumées issues des gaz d'échappement des véhicules ou encore de réseaux déplacés.

❖ **Mesures associées :**

- *Concernant les poussières :*

Lors du transport de matériaux fins, les bennes devront être bâchées de manière à éviter l'envol des poussières et à réduire les risques de déversement sur les voies.

L'envol de poussières depuis la zone de travaux sera également limité par le compactage rapide des terres et l'arrosage des pistes et des surfaces nivelées par temps sec et/ou venteux. Les chaussées souillées seront nettoyées par des balayeuses afin d'éviter l'accumulation de poussières. En cas de nécessité, à la sortie du chantier, les camions passeront dans un bac de lavage des roues.

Des précautions seront prises vis-à-vis des collecteurs d'entrée d'air des équipements proches du chantier. Ces obligations de prestations figureront dans le cahier des charges des entreprises retenues pour les travaux.

- *Concernant les gaz d'échappements :*

Les entreprises œuvrant sur le chantier devront justifier du contrôle technique des véhicules utilisés afin de garantir, entre autres, le respect des normes d'émissions gazeuses en vigueur. Les vitesses aux abords du chantier seront limitées à 30 km/h.

- *Concernant les odeurs :*

Les sources d'odeurs désagréables pourront être réduites par le respect des prescriptions de chantier (gestion des déchets) et de la réglementation (contrôle technique des véhicules datant de moins de 6 mois).

[11.1.6.2 Incidences sur l'environnement sonore](#)

Impact faible

L'utilisation d'engins de chantier, bien que modérée pour ce projet, peut occasionner une gêne sonore pour les riverains et le personnel de chantier. Néanmoins le projet se situe en bordure de départementale.

❖ **Mesures associées :**

Pour les transports de matériaux, des itinéraires de chantier seront définis. Les entreprises devront mettre en œuvre des matériels et engins de chantier conformes à la réglementation en vigueur sur les objets bruyants.

Tous travaux qui, par leur intensité sonore, pourraient être une gêne pour le voisinage, seront interrompus tous les jours de 21h00 à 6h00 et les dimanches et jours fériés toute la journée. Dans le cas de travaux à exécuter hors plages autorisées, toutes les précautions seront établies sur le site pour atténuer la gêne occasionnée aux personnes résidant dans le secteur.

Afin de limiter les sources de pollution sonore, l'emploi des groupes électrogènes ou de compresseurs sera limité au strict minimum. Il sera prévu des raccords au réseau d'électricité, et ce préalablement au démarrage du chantier. Cette mesure est néanmoins susceptible d'évoluer.

11.2 Effets permanents et mesures associées

[11.2.1 Effets et mesures liés au milieu naturel et au paysage](#)

[11.2.1.1 Incidence sur le climat](#)

Impact nul

Aucun effet sur le climat n'est répertorié pour ce type de projet.

Aucune mesure n'est à prévoir.

[11.2.1.2 Incidences sur la topographie et la géologie](#)

Impact nul

Aucune mesure n'est ainsi à prévoir.

[11.2.1.3 Incidences sur les eaux souterraines et superficielles](#)

Impact nul

Bien que le projet se situe à proximité du cours d'eau de l'Hyères, celui-ci ne prévoit pas de prélèvements, ni d'injection d'eau dans ce dernier ni dans les nappes souterraines.

Aucune mesure n'est ainsi à prévoir.

[11.2.1.4 Incidences sur les réseaux secs et humides](#)

Impact nul

Aucun impact n'est à prévoir sur cette thématique.

Aucune mesure n'est à prévoir.

[11.2.1.5 Incidences sur les périmètres d'inventaire, de protection et de gestion concertée](#)

Impact négligeable

Aucun dérangement n'est à prévoir en phase d'exploitation pour les espèces de chiroptère, le Rougequeue noir et le Moineau domestique. La pose d'une clôture n'altère pas la situation préexistante.

Aucune mesure n'est à prévoir.

[11.2.1.6 Incidences sur la faune, la flore et les habitats](#)

Impact négligeable

Aucun dérangement en phase exploitation n'est à prévoir pour chacune des espèces présentées dans l'état initial.

Une fois le projet finit, il vient s'ajouter au bâti déjà présent à proximité immédiate, ce qui ne fragmentera pas d'avantage l'écosystème.

Les enjeux faunistiques et floristiques étant préservés lors de la phase travaux, l'impact sur le long terme est donc faible.

❖ **Mesures associées :**

Grâce à la mise en place des mesures de suppression et de réduction en phase chantier, l'impact du projet en phase d'exploitation sera négligeable et ne nécessitera pas la mise en place de mesures particulières.

Un aménagement du bâtiment afin qu'il soit davantage favorable à la biodiversité peut être envisagé.

[11.2.1.7 Incidences sur le paysage](#)

Impact négligeable

Le poste source est une extension de projet. Le projet s'insère donc à côté des bâtis déjà présents et impacte faiblement le paysage déjà urbanisé.

Aucune mesure n'est à prévoir.

[11.2.2 Effets et mesures liés à l'environnement urbain et aux nuisances](#)

[11.2.2.1 Incidences sur le contexte socioéconomique](#)

Impact nul

La mise en place de ce projet ne contribuera pas à l'économie du secteur sur le long terme.

Aucune mesure n'est à prévoir.

[11.2.2.2 Incidences sur le foncier](#)

Impact négligeable

Le projet se situera sur une parcelle privée (ENEDIS/RTE).

Aucune expropriation n'est nécessaire.

[11.2.2.3 Incidences sur le patrimoine](#)

Impact nul

Le projet n'est pas concerné par un périmètre de protection de monument historique, ni par un site inscrit ou classé, ni par une zone de présomption de prescription archéologique.

Aucune mesure n'est à prévoir.

[11.2.2.4 Incidences sur les déchets](#)

Impact nul

Aucune mesure n'est à prévoir.

[11.2.2.5 Incidences sur les projets urbains](#)

Impact nul

Aucun projet urbain n'est prévu aux alentours du projet d'extension.

Aucune mesure n'est à prévoir.

[11.2.2.1 Impact sur le trafic](#)

Impact nul

L'impact de ce projet sur le trafic sera nul.

[11.2.2.2 Incidences sur les nuisances](#)

Impact nul

Qualité de l'air :

Aucun d'impact n'est recensé vis à vis de la thématique qualité de l'air en période d'exploitation.

Aucune mesure n'est à prévoir.

Impact nul

Environnement sonore :

Cette extension n'engendrera pas d'impact sonore au-delà de la parcelle. Le bruit généré par le poste électrique est moindre.

Aucune mesure n'est à prévoir.

Environnement lumineux :

Impact nul

Le projet se situe dans une zone moyennement à fortement polluée par les éclairages. Cependant, il n'engendrera aucune amplification du phénomène.

Aucune mesure n'est à prévoir.

11.2.3 Effets et mesures liés aux risques naturels et technologiques

11.2.3.1 Risques naturels

Impact négligeable

Le projet est situé sur une zone soumise à :

- Un aléa « remontée de nappe : zone potentiellement sujette aux débordements de nappe » ;
- Un aléa faible « retrait-gonflement des argiles » ;
- Un aléa modéré « sismique » ;
- Un aléa modéré « inondation ».

Le projet intégrera lors de sa phase de conception des dispositions de constructibilité permettant de ne pas aggraver l'exposition du site aux risques.

Aucune mesure n'est à prévoir.

11.2.3.1 Risques technologiques

Impact nul

Le projet n'aura aucun impact sur les sites à proximité.

Aucune mesure n'est à prévoir.

12 BILAN DES ENJEUX APRES MISE EN APPLICATION DES MESURES D'ATTENUATION ET DE PROTECTION

Impact négligeable ou nul	Impact positif	Impact Faible	Impact moyen	Impact fort
---------------------------	----------------	---------------	--------------	-------------

MILIEU	THEMATIQUE	SENSIBILITE	Impact du projet	MESURES	Impacts résiduels
MILIEU PHYSIQUE	Climat	Climat montagnard aux influences océanique, méditerranéenne et continentales : la température décroît rapidement en fonction de l'altitude.		Aucune mesure	
	Topographie et géologie	Topographie relativement plane sur le secteur envisagé. La zone est concernée par des alluvions actuelles et récentes, anciennes interglaciaires, ainsi que par des dépôts glaciaires et fluvio-glaciaires.		Aucune mesure	
	Hydrogéologie	Deux masses d'eau souterraines traversent le poste source. Leur écoulement est poreux à mixte.		<ul style="list-style-type: none">- Les véhicules et engins de chantier devront justifier d'un contrôle technique récent et être bien entretenus (étanchéité des réservoirs et circuits de carburants, lubrifiants et fluides hydrauliques),- Les bases-vie du chantier seront installées loin des zones écologiquement sensibles, au niveau de zones non inondables (ou non facilement inondables) dans l'emprise du projet,- Les engins de chantier stationneront loin des zones écologiquement sensibles, au niveau de zones non inondables (ou non facilement inondables). Les vidanges, nettoyages, entretiens et ravitaillements des engins seront réalisés sur des emplacements spécialement aménagés à cet effet et imperméabilisés, à l'écart de la zone de travaux. Les produits de vidanges seront recueillis/évacués en fûts fermés vers des décharges agréées,- Interdiction de tout entretien ou réparation mécanique en dehors des aires spécifiquement dédiées,- Les substances non naturelles ne seront pas rejetées dans le milieu naturel et seront retraitées par des filières appropriées. Les terres souillées seront aussi évacuées/retraitées.-Des produits absorbants devront être disponibles sur le chantier afin de pouvoir intervenir immédiatement en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures ou d'huiles de moteur dans les cours d'eau.-Si les aires de chantier ne sont pas reliées au réseau de collecte des eaux usées, elles devront être équipées de sanitaires (douches, WC) autonomes munies de cuves de stockage des effluents. Ces cuves seront régulièrement vidangées par une société gestionnaire.	
	Hydrologie	Un cours d'eau se situe à proximité immédiate du poste source, celui de l'Hyères.		Aucune mesure	
MILIEU NATUREL	Inventaire de protection	Aucune ZNIEFF à proximité.		Aucune mesure	
	Protection contractuelle	Traverse le PNA des Chiroptères et du Sonneur à ventre jaune. Pas de sites Natura 2000 à proximité.		Aucune mesure	

	Habitat/flore terrestre	L'aire d'étude se trouve dans un espace anthropisé et urbanisé et à proximité immédiate d'un réseau routier. Les fissures du bâti constituent un gîte potentiel pour les espèces de chiroptères, de Rougequeue noir et de Moineau domestique recensées sur l'aire d'étude. Aucune espèce végétale sensible n'a été répertoriée, néanmoins le pré-diagnostic écologique recense la présence d'espèces végétales exotiques envahissantes.		<ul style="list-style-type: none"> - Aucune intervention sur la végétation ne doit être réalisée entre mars et août - Aucuns travaux de comblement des fissures ne devront être effectués sans l'accompagnement d'un écologue agréé, un aménagement du bâtiment afin qu'il soit davantage favorable à la biodiversité peut être envisagé - Une gestion de l'EVEE identifiée sur le site et des éventuelles autres zones présentant des EVEE herbacées avant floraison (mai) est recommandée - Un nettoyage préalable du site devra être réalisé - Défavorisation écologique de la zone d'emprise 	
	Faune terrestre	Seules des espèces de chiroptère et le Rougequeue noir et le Moineau domestique sont recensés.		<ul style="list-style-type: none"> - Proscription de l'apport de terres exogènes - Respect des emprises du projet 	
	Continuités écologiques	La zone d'étude ne se trouve sur aucun corridor écologique ou réservoir de biodiversité d'après le SRADDET Auvergne Rhône-Alpes.			
ENVIRONNEMENT URBAIN	Occupation du sol	Le poste source occupe une zone de tissu urbain continu.		Aucune mesure	
	Réseaux	Pas de captage AEP à proximité directe du poste source.		Aucune mesure	
PAYSAGE ET PATRIMOINE	Environnement paysager	Activités industrielles et infrastructures routières.		Aucune mesure	
	Archéologie	Pas de site archéologique.		Aucune mesure	
	Monuments historiques	L'aire d'étude n'est pas incluse dans un périmètre de protection de sites inscrits.		Aucune mesure	
	Sites inscrits sites classés	Pas de sites inscrits ou classés.		Aucune mesure	
SANTE PUBLIQUE ET NUISANCES	Qualité de l'air	Qualité de l'air moyenne avec comme polluants principaux l'ozone et le dioxyde d'azote.		<p>- <i>Concernant les poussières :</i></p> <p>Lors du transport de matériaux fins, les bennes devront être bâchées de manière à éviter l'envol des poussières et à réduire les risques de déversement sur les voies.</p> <p>L'envol de poussières depuis la zone de travaux sera également limité par le compactage rapide des terres et l'arrosage des pistes et des surfaces nivelées par temps sec et/ou venteux. Les chaussées souillées seront nettoyées par des balayeuses afin d'éviter l'accumulation de poussières. En cas de nécessité, à la sortie du chantier, les camions passeront dans un bac de lavage des roues.</p> <p>Des précautions seront prises vis à vis des collecteurs d'entrée d'air des équipements proches du chantier. Ces obligations de prestations figureront dans le cahier des charges des entreprises retenues pour les travaux.</p> <p>- <i>Concernant les gaz d'échappements :</i></p> <p>Les entreprises œuvrant sur le chantier devront justifier du contrôle technique des véhicules utilisés afin de garantir, entre autres, le respect des normes d'émissions gazeuses en vigueur. Les vitesses aux abords du chantier seront limitées à 30 km/h.</p>	

				- <i>Concernant les odeurs :</i> Les sources d'odeurs désagréables pourront être réduites par le respect des prescriptions de chantier (gestion des déchets) et de la réglementation (contrôle technique des véhicules datant de moins de 6 mois).	
	<i>Bruit, vibrations et pollution lumineuse</i>	Pollution lumineuse moyenne à forte. Secteur impacté par les bruits routiers ou ferroviaires.		Aucune mesure	
RISQUES	<i>Inondation</i>	Aléa remontée de nappe : zone potentiellement sujette aux débordements de nappe.		Aucune mesure	
	<i>Feux de forêt</i>	Pas de risque de feux de forêt dans la Savoie.		Aucune mesure	
	<i>Mouvement de terrain</i>	Aléa faible pour le retrait-gonflement des argiles. Pas de mouvement de terrain.		Aucune mesure	
	<i>Séisme</i>	Sismicité de niveau 3 soit une sismicité modérée.		Aucune mesure	
	<i>Risque industriel</i>	3 ICPE, 1 site ou sol pollué à proximité, 3 sites CASIAS à proximité du poste (<200 m).		Aucune mesure	
DOCUMENTS DE PLANIFICATION	<i>PLU</i>	Le projet est situé sur une zone urbaine. Il est compatible avec le PLU.		Aucune mesure	
	<i>SCOT</i>	SCOT Métropole Savoie.		Aucune mesure	